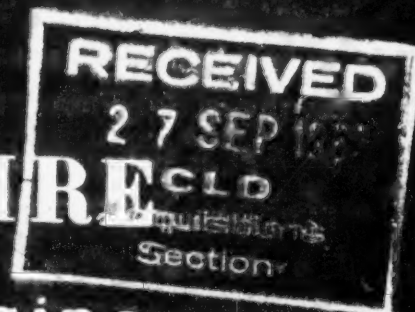


JOURNAL OFFICIEL

de la

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine



ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN
Côte d'Ivoire, France et pays		
phones : voie ordinaire ..	1.900	3.500
voie aérienne ..	3.200	6.000
voie ordinaire ..	2.300	4.000
voie aérienne ..	3.500	10.300

numéro de l'année courante .. 75 francs
numéros des années précédentes 100 francs
Poste : majoration de 30 francs par numéro.

ABONNEMENTS ET INSERTIONS

Les abonnements et insertions seront adressés au Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. 1362, Abidjan.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 30 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance au Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire C.C.P. 115-42 Abidjan.

ANNONCES ET AVIS

La ligne 95 francs
(Il n'est jamais compté moins de 950 francs pour les annonces.)
Chaque annonce répétée Moitié prix

Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédent la date de parution du « J.O. ».

LOI N° 67-302 DU 10 JUILLET 1967

portant Loi-Plan de Développement économique, social et culturel pour les années 1967, 1968, 1969 et 1970.

L'Assemblée Nationale a adopté.

Le Président de la République promulgue
la loi dont la teneur suit.

EXPOSÉ DES MOTIFS

de la loi tendant à définir un « Plan quadriennal 1967-1970 »
de Développement économique et de Promotion en Côte d'Ivoire.

pratique de la planification, avec la fin de la seconde mondiale et l'accession des anciennes colonies à l'indépendance, s'est étendue à la plupart des pays qu'ils soient riches ou pauvres, qu'ils aient choisi une orientation socialiste ou capitaliste. Et cependant les raisons d'être d'un plan restent vagues et difficilement acceptées par une grande partie des individus et même des responsables. Ces raisons sont de nature que celles qui ont fait accepter les lois : la nécessité d'harmoniser une multitude d'aspirations et d'intérêts divergents en raison de la limitation de l'espace et des ressources.

En un pays jeune comme la Côte d'Ivoire, les aspirations des individus, des entreprises et de l'Administration sont nombreuses alors que le temps est limité et que les hommes et les capitaux sont rares. Il est donc nécessaire de sélectionner parmi ces aspirations des objectifs prioritaires répon-

dant à l'intérêt général et de concentrer les moyens disponibles en vue de les atteindre.

Ces choix ne peuvent être laissés au hasard et comme ils concernent l'ensemble des citoyens, ils doivent être effectués par le Gouvernement, le Parti et l'Assemblée. Les objectifs fixés, le Plan indique comment y arriver, quelles sont les étapes nécessaires du chemin et comment éviter les dangers les plus graves de la marche en avant.

Le Plan est certes une œuvre de techniciens, mais il doit être aussi l'œuvre de toutes les administrations, des entrepreneurs et des représentants de la population. Car les solutions, les suggestions, ne seront efficaces, même si elles sont techniquement justifiées que dans la mesure où elles auront été discutées, reprises, remodelées par des hommes conscients des réalités du pays dans lequel elles seront appliquées.

La première étape de la planification en Côte d'Ivoire a été, dès l'indépendance, la préparation des « Perspectives décennales de Développement économique, culturel et social » pour la période 1960-1970. Les Perspectives décennales constituent l'annexe I à la présente Loi-Plan. Le but général fixé à la planification est d'aider à réaliser la promotion et le bonheur de l'homme ivoirien.

Pour cela, deux objectifs s'imposent : assurer son indépendance économique et son bien-être social.

La Côte d'Ivoire atteindra le premier d'entre eux, l'indépendance économique, en utilisant trois voies : la diversification des productions locales, leur valorisation et la création d'un appareil de production aussi développé que possible. Ces trois actions sont à la base du Plan de Développement ivoirien.

C'est ainsi que le programme de diversification des cultures, qui a été fixé, et qui est déjà largement en cours, comprend la plantation de palmiers, de cocotiers, d'hévéas, la culture du coton et de la canne à sucre, ainsi que le développement des productions de bananes et d'ananas. De même, de grands efforts doivent être faits pour les cultures vivrières.

Quant au plan d'industrialisation qui doit permettre de valoriser cette production et de répondre aux besoins du marché intérieur et extérieur, il comprend : la valorisation de la production forestière (essor du secteur du meuble et installation d'une usine de pâte à papier), le développement des industries alimentaires (travail des graines et farines, conserveries de fruits, légumes et poissons, café soluble, industrie du cacao et de la canne à sucre...), celui de la production d'huiles végétales, corps gras et savon et l'implantation d'une industrie du caoutchouc à partir du latex produit.

Enfin, pour obtenir en Côte d'Ivoire un appareil de production le plus diversifié possible, le Plan favorise l'installation d'industries de montage et de transformation des produits importés, tels : raffinage, mécanique générale, sidérurgie à partir de ferrailles, etc.

Il s'y ajoute un programme de développement de l'infrastructure, notamment en ce qui concerne l'énergie, l'eau, les communications. L'ensemble de ces projets permettra de fonder sur des bases solides l'économie ivoirienne.

Ces actions devraient permettre un taux de croissance de 4,8 % du revenu par tête au cours de la période et doter le pays d'un appareil de production qui lui permettra de poursuivre son développement dans les années à venir.

Mais le progrès ne s'évalue pas seulement en termes de production ; le bien-être social et le développement culturel constituent le deuxième objectif de la promotion et de l'épanouissement de chacun. Les Perspectives décennales dégagent les moyens indispensables à une politique d'éducation orientée vers la formation des hommes nécessaires au pays : paysans modernes, ouvriers qualifiés, cadres compétents des secteurs privé et public. Elles indiquent d'autre part les moyens d'une politique de Santé publique qui, orientée en priorité vers la prévention des Grandes Endémies, fait cependant une large place à l'indispensable infrastructure hospitalière.

En 1966, après cinq années d'indépendance, un plan du développement économique a été dressé et on a recherché quels seraient dans les domaines économique, culturel, social, les problèmes importants des années à venir. La présente Loi-Plan est née de ces travaux.

Les cinq premières années de la décennie ont apporté de grandes satisfactions puisque le montant global des investissements et le taux de croissance de la production ont dépassé le niveau prévu. Ce résultat est d'autant plus remarquable que l'économie n'a pas échappé aux fluctuations des prix sur les marchés du café et du cacao dont le pays reste largement tributaire.

Mais, si les objectifs globaux ont été atteints, on constate, dans deux domaines essentiels, des déséquilibres inquiétants. Le premier concerne la répartition des investissements publics, le second les inégalités entre les régions.

Les ressources prévues pour les investissements publics ont été dégagées, mais elles n'ont pas été utilisées conformément aux prévisions. Des retards importants ont été pris dans l'Agriculture, l'Infrastructure économique, la Santé et l'Éducation, tandis que les crédits alloués aux constructions administratives étaient largement dépassés et qu'une partie de l'épargne publique était transférée. Ces retards sont graves car le développement agricole et la formation des hommes conditionnent la poursuite de l'expansion après 1970. Tandis que les investissements de l'Etat présentaient des distorsions risquant de compromettre l'avenir, les investissements des entreprises privées se réalisaient conformément aux prévisions.

Les inégalités entre les régions, déjà soulignées dans les Perspectives décennales, ont été mesurées et des disparités de revenu par tête de un à onze ont été observées. Or, l'essentiel des réalisations industrielles, sociales et culturelles a été jusqu'ici concentré à Abidjan, Bouaké n'en bénéficie que pour une faible part, ce qui risque d'aggraver encore l'écart entre la capitale et le reste du pays.

La faiblesse du revenu monétaire par tête dans certaines régions empêche les industries de trouver dans les campagnes les marchés nécessaires à leur extension. Mais la croissance rapide de la ville d'Abidjan est le phénomène le plus préoccupant. La population de la capitale a triplé au cours des dix dernières années, elle atteindra 500.000 habitants en 1970 et 1.000.000 vers 1980 selon les prévisions les plus modérées si les migrations ne sont pas organisées. Il n'est pas possible, même au prix d'un effort immense, de créer suffisamment d'emplois à ceux qui chercheront du travail. Le nombre des chômeurs augmentera, avec tous les risques d'instabilité que cela implique. Il est donc urgent de rechercher un équilibre harmonieux entre la ville et la campagne.

Disparités régionales, distorsions des investissements publics sont d'ores et déjà sensibles, mais si l'on se tourne vers le futur, de nouveaux sujets de préoccupation apparaissent : le financement des investissements publics, la formation des hommes et la promotion de l'entreprise ivoirienne.

Les Perspectives décennales dès 1963 mettaient l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des investissements au cours de la période 1965-1969. Or les recettes, basées essentiellement sur les échanges extérieurs, ne peuvent pas croître aussi vite que par le passé, tandis qu'il sera difficile de maintenir les dépenses de fonctionnement dans des limites strictes. Si l'épargne budgétaire, différence entre les ressources de l'Etat et les dépenses de fonctionnement, ne s'accroît pas suffisamment vite, il sera nécessaire de faire appel plus largement qu'autrefois à l'endettement extérieur pour financer les investissements publics.

Préoccupation plus grave, si la politique de scolarisation n'est pas parfaitement réussie à augmenter, en un temps record, le taux global de scolarisation, elle n'a répondu qu'impartialement aux besoins. En dépit des efforts déployés, « l'absence d'unité doctrinale en matière d'éducation a détourné d'adopter l'ensemble des principes, des structures, des méthodes et des programmes véritablement adaptés aux réalités (1) » ivoiriennes. Dans les campagnes, elle a contribué à décider les jeunes gens à aller en ville ; instruits, mais sans qualification, ceux-ci n'y trouvent pas de travail. Au même temps, le manque de personnel ivoirien oblige l'Administration et les Entreprises à faire appel à des étrangers.

Enfin, la remarquable croissance de la production industrielle au cours des dernières années est presque exclusivement le fait d'entreprises aux mains des non nationaux. Pendant de nombreuses années encore, le développement du secteur secondaire sera conditionné par l'afflux des capitaux étrangers. Il faut donc les attirer et les orienter vers les secteurs les plus profitables au pays : la valorisation des produits locaux et la production de biens destinés à satisfaire la demande des entreprises. Mais la formation d'une classe d'entrepreneurs ivoiriens est la base du développement à long terme de l'industrie nationale ; il est d'autant plus urgent d'entreprendre cette tâche qu'elle sera longue et difficile.

Investissements publics, équilibre régional, formation des entreprises et particulièrement des entrepreneurs, sont les points sur lesquels l'effort du Gouvernement doit porter dans les prochaines années. Les négliger risquerait de compromettre l'avenir et de rendre impossible le développement à long terme.

Il est normal que des difficultés surgissent. Elles sont la conséquence du développement rapide de ces dernières années et la preuve que d'autres difficultés plus fondamentales ont été levées : unité nationale, confiance des pays et investisseurs étrangers en la Côte d'Ivoire.

La Loi-Plan n'a donc pas pour objet de remettre en question les options fondamentales du pays, mais au contraire de doter le Gouvernement en moyens pour poursuivre l'effort de développement entrepris.

Extrait du discours prononcé par le Président de la République à la conférence des ministres de l'Education nationale de l'Afrique francophone le 26 janvier 1967.

Le premier objectif de la Loi-Plan est le maintien d'un taux de croissance de la production élevé, de manière à créer des revenus et à donner à l'Etat les ressources nécessaires aux actions de développement qu'il entreprend. Le cheminement décrit dans les Perspectives décennales doit permettre d'obtenir une augmentation de 4,8 % par an du revenu par tête. A cette fin, il est essentiel que quelques opérations décisives soient réalisées : usine de pâte à papier, complexe sucrier et surtout extension des actions intégrées de développement agricole.

Pour éviter que s'aggravent les distorsions observées dans les investissements publics, la Loi-Plan répartit par secteur les investissements à effectuer pendant la période 1967-1970, en donnant la priorité à l'Agriculture et à la Formation. Dans chaque secteur, les investissements sont ventilés en deux tranches. La première conditionne plus directement la poursuite à terme du développement et devra en tout état de cause être réalisée. On liera l'exécution de la seconde tranche au recouvrement des ressources escomptées. Des mesures tendant à limiter la croissance des dépenses de fonctionnement sont prévues pour faciliter ces financements, et de plus, dans l'estimation des recettes fiscales de la période, on a tenu compte d'une légère augmentation de la fiscalité. Ces mesures sont nécessaires car les années 1967 à 1970 seront des années difficiles : l'effort de diversification de la production agricole n'aura pas encore porté ses fruits, tandis que les charges de l'Etat iront croissantes.

Afin d'enrayer l'accroissement des déséquilibres entre les régions, il faut doter celles-ci de structures leur permettant de se développer et d'offrir à leurs habitants des activités et des revenus qui les incitent à demeurer sur place. A cette fin, la présente Loi-Plan demande, qu'outre l'extension des opérations agricoles intégrées, on suscite la création, au moins dans certaines régions, d'un artisanat et d'un commerce villageois modernes. D'autre part, il est prévu dans chaque département la mise en place d'une Commission régionale de Développement, présidée par le Préfet, qui participera à l'élaboration des programmes régionaux et en surveillera l'exécution. Deux commissions spéciales, l'une pour le Sud-Ouest, l'autre pour Abidjan, permettront d'examiner les problèmes spécifiques de ces régions.

En matière de formation, la Loi-Plan prévoit deux actions. La première est l'élaboration d'une politique de l'Enseignement qui permettra de préparer les hommes aux métiers et aux fonctions qu'ils auront à exercer. Ce sera l'objet d'une Loi-Cadre qui sera élaborée pour la fin de la présente année. La deuxième action concerne la création d'un Office National de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise Ivoirienne qui sera chargé de porter assistance aux entrepreneurs ivoiriens.

La Loi-Plan 1967-1970 marque la volonté du Gouvernement d'associer davantage le pays à travers ses représentants élus, à la politique économique nationale. En effet, de par la forme législative qui lui est donnée, cette Loi-Plan devra être approuvée par le Conseil Economique et Social et votée par l'Assemblée Nationale.

La préparation et l'adoption du Plan 1971-1975 seront l'occasion d'un nouveau progrès en ce sens. Elle seront en effet marquées par deux innovations consacrées par la présente Loi-Plan

— La création de commissions de Planification qui contribueront à l'élaboration du Plan en y associant notamment les fonctionnaires et les professionnels compétents.

— L'instauration d'un dialogue entre le Gouvernement et les organismes de la représentation nationale, tout d'abord au niveau des orientations fondamentales qui seront définies avant juin 1968, ensuite au niveau des choix définitifs.

Ainsi pense-t-on faire en sorte que le Plan soit véritablement l'œuvre de tous, et que chacun se sente moralement engagé à l'exécuter.

Le Gouvernement a également estimé que cette exécution devait être poursuivie avec plus de fermeté au niveau des services administratifs et des organismes publics et semi-publics. Dans cette intention, la présente Loi-Plan institue une commission de surveillance de l'exécution du Plan, composée de personnalités politiques nommées par le Président de la République. Cette commission proposera au Gouvernement les redressements nécessaires pour ajuster l'action administrative aux objectifs poursuivis.

Le Gouvernement est convaincu que le développement ivoirien est une réalité, les mesures proposées dans la Loi-Plan sont de nature à l'asseoir sur des bases plus solides et plus nationales. Il fait appel à toutes les forces d'inspiration moderne, au P.D.C.I.-R.D.A. notamment, pour qu'elles entraînent l'adhésion de tous à l'œuvre de construction nationale.

ARTICLE PREMIER

Le plan quadriennal de développement économique, social et culturel, annexé à la présente loi, est approuvé comme cadre des programmes d'investissements publics et comme instrument d'orientation de la croissance économique et du progrès social pour la période 1967-1970.

Il comprend les annexes suivantes :

ANNEXE I. — Les Perspectives décennales de Développement économique, social et culturel 1960-1970.

ANNEXE II. — Les Equilibres démographiques et économiques généraux.

ANNEXE III. — Les Investissements et leurs Financements.

ANNEXE IV. — La Formation et la Promotion.

ANNEXE V. — Les Problèmes d'Equilibre et de Programmation régionaux.

ARTICLE 2

La croissance du revenu par habitant sera portée à un taux moyen de 4,8 % par an au cours de ladite période, ce revenu étant décompté aux conditions économiques de 1965.

ARTICLE 3

L'Etat réalisera au cours des années 1967-1968 et 1970 un volume d'investissements évalué aux conditions économiques de 1965 à 116 milliards de francs.

Pour tenir compte de l'évolution des possibilités de financement, cette masse d'investissements est répartie entre :

1° Un noyau garanti correspondant à un volume d'investissements de 101 milliards dont le financement obligatoirement assuré ;

— Pour 72,2 milliards sur ressources de l'Etat comprenant l'épargne budgétaire, les dons et subventions, les emprunts et conventions à paiement différé ;

— Pour 28,8 milliards sur ressources des entreprises publiques, des administrations autres que l'Etat et de l'épargne locale.

2° Une tranche optionnelle correspondant à un volume d'investissements de 15 milliards dont le financement assuré à mesure que seront dégagées les ressources nécessaires.

La répartition par secteur de ces investissements est indiquée en annexe III de la présente Loi.

ARTICLE 4

Pour assurer la réalisation des investissements figurant au noyau garanti et dans la tranche optionnelle, l'élargissement de l'assiette et toute augmentation des taxes d'imposition seront affectés au financement de ces investissements.

Il ne sera pas autorisé d'année en année une augmentation des dépenses de fonctionnement des Administrations supérieure à l'accroissement spontané des recettes fiscales affectées au Budget général.

ARTICLE 5

En vue de favoriser la promotion de la petite et moyenne entreprise ivoirienne, il sera créé un Office national de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

ARTICLE 6

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait le 10 juillet 1967.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

ANNEXES

à la loi n° 67-302 du 10 juillet 1967,
tant Loi-Plan de Développement économique, social et culturel
pour les années 1967, 1968, 1969 et 1970.

ANNEXE I

atives décennales de Développement économique, social et culturel
1960 - 1970

Le texte de ce document est celui qui a été publié sous
le même titre en juin 1967 par le ministère du Plan
et a été déposé en même temps que la présente Loi
et ses autres annexes sur le bureau de l'Assemblée
nationale.

ANNEXE II

Les équilibres démographiques et économiques généraux.

Le volume de production, une masse de revenus, un ensemble
de sommes ou d'investissements, n'ont pas de signification
absolue et ne peuvent être appréciés que par référence à
la situation qu'ils concernent. C'est pourquoi il convient, avant
toute chose, de dresser de la situation actuelle (1965) de la popu-
lation ivoirienne et de son évolution d'ici 1970 un tableau, sommaire
toutefois, mais de nature à permettre d'interpréter les données
économiques qui seront présentées plus loin.

I. — LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE EN 1965

2.1.1. — Effectif global de la population
et répartition géographique

Passée à un peu plus de 3.400.000 habitants en 1960, la population
de la Côte d'Ivoire s'élevait en 1965 à près de
3.980.000 d'habitants (3.980.000 selon les estimations les plus
récentes).

Il s'agit ici de la population de droit, c'est-à-dire de celle qui a
une résidence habituelle sur le territoire de la République de Côte
d'Ivoire. Pour avoir une idée correcte du peuplement réel, il faut
ajouter l'effectif des manœuvres agricoles étrangers et de leurs
familles qui forment, en moyenne et abstraction faite des varia-
tions saisonnières, une masse d'environ 350.000 personnes (1) dont
une partie se renouvelle assez rapidement, tandis que l'autre paraît
de plus en plus stabilisée. Au total, la population présente atteint
environ 4.400.000 personnes.

La répartition géographique de cette population montre des
variations de densités extrêmement fortes. La moyenne pour l'en-
semble du territoire est de 12,5 habitants au km², mais 25 % des
sous-préfectures connaissent des densités égales ou inférieures à
5 habitants au km². Ces circonscriptions administratives à faible
densité se situent toutes dans le Sud-Ouest, le Nord-Est ou le
Nord-Ouest. Dans la zone forestière et si l'on excepte le Sud-Ouest,
la densité dépasse régulièrement 15 habitants au km².

Sur les grands ensembles géographiques, la répartition est la
suivante :

Ensemble du Sud	2.040.000
(dont agglomération d'Abidjan)	308.000
Département du Centre	1.130.000
Département du Nord	810.000
Total	3.980.000

Cela fait ressortir le poids propre du Sud, où la présence
d'Abidjan compense le vide relatif du Sud-Ouest.

200.000 manœuvres, 58.000 épouses, 87.000 enfants, d'après les dernières
estimations.

2.1.2. — Population urbaine et population rurale

En plus de la capitale, la Côte d'Ivoire compte 20 agglomérations
de plus de 10.000 habitants qui forment le milieu proprement
urbain. L'effectif total de ces centres atteignait, en 1965,
378.000 personnes. En tenant compte d'Abidjan, la population
urbaine représente plus de 17 % de la population totale, soit environ
700.000 personnes.

L'ensemble des chefs-lieux de sous-préfectures de moins de
10.000 habitants constitue, avec les deux localités de Rubino et de
Grand-Afféry, un autre type d'habitat que l'on peut qualifier de
« semi-urbain ». Sa population est d'environ 260.000 personnes, soit
6,5 % de l'ensemble.

Le poids relatif de la population rurale continue donc à être
très important : trois habitants sur quatre résident encore dans
les villages.

2.1.3. — La force de travail potentielle
et la répartition par secteur d'activité

La force de travail potentielle est, en première approximation,
assez bien mesurée par l'effectif de la population en âge de tra-
vailler, c'est-à-dire du groupe d'âges 15-59 ans. En milieu rural
toutefois et dans certaines régions au moins, les travaux agricoles
assurés par les enfants représentent un appoint non négligeable.
Inversement, le nombre de personnes de 15 ans et plus, dont la
participation à la vie économique se trouve retardée du fait de
leurs études, ne cesse de croître.

Ainsi définie et pour la seule population de droit, la force de
travail potentielle était en 1965 d'environ 2,1 millions de personnes
(2.114.000 selon les dernières estimations).

On comptait, dans cette population, 102 hommes pour 100 femmes.
Elle se répartissait de la manière suivante selon le type d'habitat :

Abidjan	182.000 personnes dont 105.000 hommes
Reste du milieu urbain et semi- urbain	360.000 personnes dont 184.000 hommes
Milieu rural	1.572.000 personnes dont 778.000 hommes

L'insuffisance des données relatives au milieu urbain (à l'excep-
tion d'Abidjan) et leur hétérogénéité ne permettent pas de fournir
pour l'ensemble de la Côte d'Ivoire une répartition de la popu-
lation pourvue d'un emploi, selon le secteur d'activité. En revanche,
il est possible de déterminer sommairement quelle fraction de
la population tire ses ressources principales des différents secteurs
d'activité.

(En milliers d'habitants)

Lieu de résidence	Secteur primaire	Secteur second.	Secteur commer.	Secteur tertiaire non commer.	Total
Abidjan	8	91	123	86	308
Milieu urbain ...	83	125	95	75	378
Milieu semi-urbain	86	57	65	52	260
Milieu rural	2.846	100	78	10	3.034
Total	3.023	373	361	223	3.980

On peut considérer que toutes les personnes de 15 ans et plus résidant en milieu rural sont, à l'exception des élèves, pourvues d'un emploi plus ou moins productif. Pour la ville d'Abidjan, le nombre de chômeurs déclarés représentait en 1964 environ 7,5 % de la population masculine d'âge actif. Le pourcentage était sans doute légèrement plus faible dans les autres centres urbains de la Côte d'Ivoire.

Il convient pourtant de souligner qu'à côté des chômeurs déclarés, une partie de la population urbaine est, périodiquement au moins, sous-employée. Il faut enfin noter que 75 % des emplois commerciaux sont occupés par des Africains nés à l'extérieur de la Côte d'Ivoire.

2.1.4. — Lieux de naissance de la population résidant en Côte d'Ivoire

La proportion de la population née à l'extérieur de la Côte d'Ivoire varie très sensiblement selon le milieu d'habitat considéré. Dans la capitale comme dans les agglomérations urbaines, le pourcentage des Africains nés à l'étranger est généralement compris entre 28 % et 35 %. En milieu rural, le pourcentage est inférieur à 2 % dans les départements du Nord et du Centre ; il atteint dans le reste du pays 6,5 %. Par milieu d'habitat, on obtient la répartition suivante, en milliers d'habitants :

Milieu d'habitat	Lieu de naissance			Total
	Côte d'Ivoire	Afrique sauf Côte d'Ivoire	Hors Afrique	
Abidjan	208	82	18	308
Milieu urbain	265	106	7	378
Milieu semi-urbain	208	50	2	260
Milieu rural	2.914	119	1	3.034
Ensemble { Valeurs absolues	3.595	357	28	3.980
{ %	90,3	9,0	0,7	100

Quant à la population totale pour laquelle le chef de ménage est originaire d'un Etat africain étranger — population qui comprend donc les épouses et les enfants nés en Côte d'Ivoire — elle est d'environ 680.000 personnes, soit 17 % de la population totale de la Côte d'Ivoire.

En résumé, la situation démographique en 1965 se caractérise essentiellement par les traits suivants :

— Faiblesse relative du réseau des centres semi-urbains par rapport à la population résidant dans les centres proprement urbains : les 80 centres secondaires rassemblent une population qui n'égale pas celle de la seule ville d'Abidjan ;

— Concentration des villes dans le département du Sud (9 villes sur 21) ;

— Concentration dans le milieu urbain de la population née à l'extérieur de la Côte d'Ivoire : 65 % de l'ensemble de cette population réside en milieu urbain et semi-urbain ;

— Existence sur le territoire national, aussi bien au Sud qu'au Nord, de larges zones où la densité démographique tombe au dessous de 5, voire de 2 habitants au kilomètres carrés.

2.2. — PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES POUR 1970

Les perspectives démographiques qui suivent, expriment l'évolution spontanée de la population, c'est-à-dire celle qu'elle connaîtra, semblablement en l'absence de toute intervention pour en modifier le cours. Il faut d'ailleurs souligner que, cette catégorie de phénomènes présentant de fortes inerties, une telle intervention produirait — sauf en quelques domaines — l'essentiel de ses effets après 1970.

2.2.1. — Les données de base

L'estimation de l'effectif global de la population en 1970, fondée sur deux hypothèses :

— Le taux d'accroissement naturel passera progressivement de 2 à 2,2 % ;

— Le bilan migratoire net avec l'étranger sera positif et de valeur annuelle moyenne de 40.000 personnes.

Dans ces conditions, en 1970, la population de droit de la République de Côte d'Ivoire dépassera 4,6 millions d'habitants (4.620.000 d'après les estimations actuelles).

D'un autre côté, il n'existe pas de raison de penser que la population des manœuvres agricoles étrangers et de leurs familles diminuera sensiblement. Il y aurait donc à la même date, une population présente qui approcherait les 5 millions de personnes.

Pour s'en tenir à la population de droit, la nouvelle répartition géographique serait la suivante :

Ensemble du Sud	2.494.000
(dont agglomération d'Abidjan)	500.000
Département du Nord	882.000
Département du Centre	1.244.000
Total	4.620.000

Les personnes nées à l'extérieur du territoire national seraient au nombre de 560.000 environ, mais avec leurs enfants nés en Côte d'Ivoire, elles constitueraient une population de l'ordre du million d'habitants. A cela s'ajouterait la population « de passage » formée par les 350.000 manœuvres et leurs familles.

2.2.2. — L'évolution de l'urbanisation

La modification la plus importante dans les structures démographiques concernera le poids croissant du milieu urbain par rapport à l'ensemble de la population.

(En milliers d'habitants)

Populations comparées de la Côte d'Ivoire en 1965 et en 1970, selon le milieu d'habitat

Milieu d'habitat	Année de référence	
	1965	1970
Abidjan	308	500
Milieu urbain (sauf Abidjan) et milieu semi-urbain	638	925
Milieu rural	3.034	3.195

Ainsi le milieu rural ne verrait sa population s'accroître que de 160.000 habitants environ. Dans le même temps, la population urbaine augmenterait de plus de 480.000 personnes. On a pourtant retenu pour Abidjan et le milieu urbain des taux d'accroissement impliquant un ralentissement par rapport aux mouvements actuels.

- Cette masse considérable de nouveaux citadins proviendra :
- De la croissance naturelle du milieu urbain (environ 5.000 personnes) ;
 - De l'immigration étrangère (115.000 personnes) ;
 - De l'exode rural national (230.000 personnes).

Ce dernier sera avant tout, le fait des jeunes classes actives, de 15 ans à 24 ans qui, au terme de leur scolarité primaire ou en cours d'études secondaires, s'installeront en milieu urbain pour y trouver un emploi en rapport avec leur niveau d'instruction.

Or, entre 1955 et 1965, les promotions annuelles terminant leurs études primaires sont passées de 4.000 élèves à 38.000. Elles atteignent 45.000 en 1970. Dans les conditions actuelles, la plupart de ces jeunes, au terme de leur scolarité primaire, présentent un « niveau d'aspiration » difficilement compatible avec une activité agricole et la résidence rurale. De plus, les élèves interrompant leurs études secondaires pour entrer dans la vie active, faisaient encore partie, jusqu'ici, de promotions scolaires « creuses », entrées à l'école primaire avant 1955. Désormais, ils appartiendront aux promotions vivantes et seront, de ce fait, beaucoup plus nombreux : presque tous s'établiront en milieu urbain.

Sans doute, l'exode rural n'affectera-t-il pas seulement la population récemment scolarisée. L'« explosion scolaire », intervenue dans les dernières années, en sera pourtant le facteur décisif.

2.3. — Un problème urgent : le niveau de l'emploi en milieu urbain

L'augmentation massive de la population des villes va évidemment poser, d'une manière urgente, le problème de l'emploi en milieu urbain. Or, la plupart des postes, dans les secteurs modernes d'activités, sont occupés par des hommes jeunes et les places rendues disponibles par le départ à la retraite de leurs titulaires sont et seront encore, pendant plusieurs décennies, extrêmement peu nombreuses. Les jeunes citadins ne pourront donc trouver de travail, dans ces secteurs qui sont les plus attractifs, que par la création d'emplois nouveaux.

L'augmentation en milieu urbain, de 1965 à 1970, des effectifs en âge de travailler, peut être estimée comme suit, en milliers d'habitants :

	Abidjan	Reste du milieu urbain	Total
Hommes	54	89	143
croissement 1965-1970 ..	51,5 %	48,5 %	
Femmes	52	88	140
croissement 1965-1970 ..	67,5 %	50 %	
ensemble	106	177	283
croissement 1965-1970 ..	60 %	49 %	

Pour les seuls actifs masculins et en tenant compte d'une augmentation de 8.000 du nombre des élèves de plus de 15 ans, l'offre sur le marché urbain du travail va donc augmenter d'environ 55.000 hommes, dont 50.000 au moins à Abidjan. La participation de plus en plus importante des femmes à la vie active accroît encore la gravité du problème, par exemple, le taux d'activité des femmes dans la ville d'Abidjan, est passé en 10 ans de 5 % à 15 %. Il est vraisemblable qu'il ne cessera de s'élever au cours des prochaines années.

On peut, il est vrai, attendre de l'africanisation des cadres, le dégagement d'un certain nombre de postes. Mais, même en admettant une africanisation totale, actuellement hors de portée, le gain serait seulement de l'ordre de quelques milliers d'emplois et le problème serait loin d'être résolu. On peut en dire autant des postes de maîtrise et d'ouvriers qualifiés.

Certes, toutes les estimations présentées ici ont un caractère approximatif. Il faut cependant souligner que, si elles risquent d'être légèrement inexactes, ce sera par défaut plutôt que par excès. Paradoxalement, l'afflux attendu de jeunes actifs en milieu urbain risque de s'accompagner, dans certaines branches de l'économie, d'un déficit en main-d'œuvre qualifiée. En effet, l'immigration étrangère procurera surtout des manœuvres sans spécialité et l'exode rural national des jeunes dotés d'un certain niveau de culture générale, mais sans aucune qualification professionnelle, ce qui constitue une lacune très grave pour l'avenir économique du pays. Car, si la croissance de la population constitue sans aucun doute un facteur favorable au développement économique, la concentration en milieu urbain de jeunes classes actives, pléthoriques et sans formation professionnelle, représente plutôt une entrave à ce même développement et pose, de ce fait, un problème d'une gravité et d'une urgence exceptionnelles.

Ce préambule démographique achevé et les problèmes essentiels étant posés, il devient possible de décrire utilement l'évolution économique de la Côte d'Ivoire au cours de la période 1960-1965 qui vient de s'achever, ainsi que celle que l'on peut attendre pour la période 1966-1970.

Pour ce faire, on se réfère aux derniers travaux de comptabilité nationale qui ont abouti, après réévaluation de toutes les données chiffrées retenues depuis 1960, à une série de tableaux économiques homogènes quant à leur conception et donc comparables entre eux.

On dispose, à l'heure actuelle, de tableaux annuels pour la période 1960-1965 en francs courants et d'un tableau 1960 en prix 1965 qui permet de saisir la croissance de la Côte d'Ivoire au cours de la quinquennie 1960-1965, abstraction faite des mouvements de prix intervenus pendant cette période.

2.3. — LA CROISSANCE DE 1960 A 1965

2.3.1. — La production — (cf. Tableaux T1 et T2)

Le produit intérieur brut de la Côte d'Ivoire en francs courants est passé de 155 milliards en 1960 à 248 milliards en 1965, ce qui correspond à un taux de croissance annuel de près de 10 %, d'autant plus remarquable que l'année 1965, en particulier, n'a pas été une année très favorable sur le plan économique.

La politique de stabilisation des prix définie et poursuivie avec continuité par le Gouvernement, a permis de contenir leur mouvement dans des limites assez étroites. Aussi l'écart est-il assez faible entre la croissance annuelle du produit intérieur brut à prix courants (10 %) et la croissance annuelle de ce même produit évalué en prix constants 1965 (8 %).

Cet accroissement de 8 % l'an du produit intérieur brut en prix constants, est d'ailleurs à rapprocher du taux prévu dans les perspectives décennales pour la décennie 1960-1970 et qui avait précisément été fixé à 7,3 %. Globalement, il y a donc lieu d'être satisfait des résultats obtenus. Néanmoins, une analyse un peu plus poussée s'impose. Sans entrer dans un trop grand détail, l'étude de l'évolution des grands secteurs de l'économie primaire, secondaire et tertiaire, apporte déjà d'intéressantes précisions.

2.3.1.1. — Le secteur primaire

Ce secteur, qui entre pour près de 37 % dans le produit intérieur brut en 1965, est évidemment celui dont l'évolution est la plus lente. Il a néanmoins progressé de 5 % en moyenne par an depuis 1960. Composé de trois ensembles productifs tout à fait distincts, il a fait preuve d'un dynamisme très inégal selon les branches considérées.

T. 1. — Le produit intérieur brut en prix constants 1965
dans l'optique de la production.

En millions de francs C.F.A. : 1965

	1960	1965	1970	Accroissement annuel en %		
				60-70	60-65	65-70
Agriculture, Forêts, Pêche (branches 1 à 4)	71.848	91.359	110.396	4,4	5,0	3,8
Industrie (branches 5 à 23)	20.983	38.976	79.655	14,2	13,2	15,4
Commerce et services (branches 24 à 27)	58.653	92.467	136.063	8,8	9,5	8,0
Valeur ajoutée par les salariés des Administrations et des ménages	16.380	25.100	34.000	7,6	9,0	6,8
Produit intérieur brut	167.864	247.902	360.114	7,9	8,1	7,7

T. 2. — Importance relative des différents secteurs dans la formation
du produit intérieur brut pour les années 1960-1965-1970.

En millions de francs C.F.A. : 1965

	1960		1965		1970	
	Valeur ajoutée	en %	Valeur ajoutée	en %	Valeur ajoutée	en %
Agriculture, Forêts, Pêches (branches 1 à 4)	71.848	42,8	91.359	36,9	110.396	30,7
Industrie (branches 5 à 23)	20.983	12,5	38.976	15,7	79.655	22,1
Commerce et Services (branches 24 à 27)	58.653	34,9	92.467	37,3	136.063	37,8
Valeur ajoutée par les salariés des Administrations et des ménages	16.380	9,8	25.100	10,1	34.000	9,4
Produit intérieur brut	167.864	100,0	247.902	100,0	360.114	100,0

C'est ainsi que l'exploitation de la Forêt a été poursuivie activement; le taux annuel de croissance de cette branche avoisinant 20 %. Cette exploitation rapide, souvent anarchique, suivie de brûlis pour la mise en culture des terres, n'est pas compatible à terme avec la sauvegarde du capital forestier ivoirien.

L'Agriculture industrielle et d'Exportation a été très sensible, pendant la période, à l'importante augmentation de la production caféière qui est passée de 137.000 tonnes à 212.000 tonnes si l'on se réfère aux commercialisations des années civiles. Elle a connu ainsi une croissance moyenne de 5,3 % l'an.

Quant à l'Agriculture vivrière, secteur traditionnel où les évaluations sont très difficiles, il ne faut pas attacher trop de signification au taux annuel de croissance de 2,8 % qui lui a été attribué et qui d'ailleurs sensiblement égal au taux d'accroissement de la population totale. Le seul fait notable, est l'augmentation de la production de riz paddy, qui est passée de 160.000 tonnes en 1960 à 240.000 tonnes en 1965, sans pour autant parvenir à satisfaire, tant s'en faut, les besoins du marché intérieur.

2.3.1.2. — Le secteur secondaire

Le secteur secondaire s'est développé particulièrement vite, puisque sa valeur ajoutée évaluée en francs 1965, qui était de 21 milliards en 1960, est de 39 milliards en 1965, soit une augmentation de 86 % par rapport à 1960.

Cette croissance rapide (13,2 % l'an en moyenne en francs constants) est le résultat de l'implantation en Côte d'Ivoire d'un certain nombre d'industries nouvelles, implantation facilitée par le « Code des Investissements » mis en application par les Pouvoirs Publics.

Les réalisations intéressent des secteurs d'activité très variés, mais principalement les industries alimentaires, le secteur de l'énergie, celui des matériaux de construction, celui des industries de montage, l'industrie textile, celle des allumettes, ainsi que le sciage des bois.

En outre, des industries existantes se sont fortement développées, notamment la conserverie d'ananas, les industries des corps gras, huilleries et savonnerie.

La part du secteur secondaire (qui comprend d'ailleurs également l'artisanat) dans le produit intérieur brut n'a cessé de croître puisqu'elle est passée de 12,5 % à 15,7 %. Elle est néanmoins encore très faible et d'importants efforts devront être, demain comme hier, consacrés à son renforcement.

2.3.1.2. — Le secteur tertiaire

Ce secteur comprend les transports, le commerce et les services. Sa croissance a été nettement supérieure à celle du produit intérieur brut, puisqu'elle s'est effectuée à un taux annuel de 9,5 % en francs constants, ce qui est peut-être un peu rapide pour l'équilibre économique futur de la Côte d'Ivoire.

Quant à la part relative des Administrations dans le produit intérieur brut, elle continue à représenter environ 10 % de ce dernier, en 1965 comme en 1960 et ce, malgré l'important effort de développement de l'infrastructure administrative consenti au cours de la période.

2.3.2. — Les utilisations du produit intérieur brut (cf. Tableau T4)

Une partie du produit intérieur brut est exportée, ce qui permet en contrepartie à la Côte d'Ivoire de se procurer à l'extérieur les biens et services dont elle a besoin. Le solde, positif, de ces échanges avec l'extérieur, exportations moins importations, est estimé à près de 10 milliards en 1965, contre environ 5,6 en 1960 (cf. Tableau T4).

La Côte d'Ivoire a donc disposé en 1965 de 238 milliards de biens et services pour ses consommations finales et ses investissements alors qu'en 1960 — et en retenant les prix de 1965 — elle pouvait en dépenser seulement 162.

En 1960, elle avait consacré 15 % de ces ressources à ses investissements. En 1965, cette proportion a atteint 18 %. Un gros effort a donc été réalisé en ce domaine. Effectivement, le taux d'accroissement annuel des investissements a été de 12 % (cf. Tableau T5).

Malgré cela, les ménages ont pu accroître leurs consommations de près de 7 % par an, alors que l'accroissement démographique global est de l'ordre de 3 %. La différence entre ces deux taux soit 4 % par an, mesure, en dépit de disparités certaines, l'amélioration du niveau de vie moyen en Côte d'Ivoire et montre que la population qui y réside a d'ores et déjà bénéficié de la croissance économique, sa condition s'améliorant à un rythme très comparable ou supérieur à celui que connaissent beaucoup de pays développés.

T. 3. — Le produit intérieur brut en prix constants 1965
dans l'optique de la dépense.

En millions de francs C.F.A.

	1960	1965	1970	Accroissement annuel en %		
				60-70	60-65	65-70
Consommation des ménages	114.845	160.403	225.909	7,0	6,9	7,1
Consommation des Administrations et des Institutions financières	22.725	34.266	47.163	7,6	8,6	6,6
Investissements bruts	23.393	43.982	67.000	10,9	12,0	9,6
F.B.C.F.	1.277	— 413	2.517			
Variation de stocks	5.624	9.664	17.525	12,0	11,4	12,5
Exportations moins importations	167.864	247.902	360.114	7,9	8,1	7,7
Produit intérieur brut						

T. 4. — Les échanges des Biens et Services avec l'Extérieur.

En prix 1965 : millions de francs C.F.A.

Biens et services du secteur	Importations			Exploitations		
	1960	1965	1970	1960	1965	1970
Primaire	3.339	5.683	5.815	40.556	60.881	63.588
Secondaire	35.272	57.578	74.803	5.264	13.094	34.895
Tertiaire	2.475	2.450	4.300	880	1.400	3.460
Total	41.086	65.711	84.418	46.710	75.375	101.943

T. 5. — Montant des Investissements évalués en Prix constants 1965.

En millions de francs C.F.A.

Nature des investissements	Valeurs absolues			Indices base 100 en 1965		
	1960	1965	1970	1960	1965	1970
Entretien et réparations de véhicules	2.600	6.230	7.000	41,7	100,0	112,4
Autres produits des industries mécaniques et électriques	6.640	12.919	25.000	51,4	100,0	193,5
Construction de bâtiments et travaux publics	14.153	24.833	35.000	57,0	100,0	140,9
Total	23.393	43.982	67.000	53,2	100,0	152,3

Les Administrations (y compris les instituts de recherche et institutions financières), ont accru leurs dépenses en matériel et personnel de 8,6 % environ par an, soit à un taux un peu plus élevé que celui du produit intérieur brut. L'écart, pour le passé, n'est pas alarmant. Dans les circonstances présentes, il est essentiel de prendre les dispositions nécessaires, pour qu'il ne se creuse pas dans l'avenir.

2.3.3. — Les revenus (cf. Tableau T6)

Pour que les richesses produites puissent être consommées ou investies, il faut qu'elles donnent lieu à une distribution appropriée des revenus. La masse salariale distribuée a effectivement augmenté à un taux annuel moyen de 9 %, contre 8,1 % pour le produit intérieur brut lui-même, passant ainsi de près de 40 milliards en 1960 (en francs 1965), à 61 milliards en 1965.

Les impôts indirects perçus par les Administrations se sont élevés dans le même temps de 23 à 36,5 milliards (en francs 1965). Le revenu des entrepreneurs individuels (y compris ceux des agriculteurs produisant pour eux-mêmes) et des entreprises, a crû de 7,4 % en moyenne, et s'est élevé en 1965 à 150,5 milliards.

Le revenu national qui se déduit du produit intérieur brut par soustraction des impôts indirects et des amortissements, est évalué par tête à 48.470 francs C.F.A. en 1965, contre 38.340 francs C.F.A. en 1960 (1), soit une augmentation de 26,4 % en francs constants qui correspond à un taux de croissance de 4,8 % par an. Si ce taux est supérieur à celui de 4% retenu plus haut, pour le niveau de vie des ménages, c'est qu'il tient compte de l'effort d'investissement net dont il a été fait mention précédemment (cf. Tableau T7).

(1) En valeur nominale, ce revenu était en 1960 inférieur au chiffre indiqué ici. Il a été réévalué aux conditions économiques de 1965 pour tenir compte de la dégradation monétaire intervenue depuis et permettre un rapprochement significatif en termes de pouvoir d'achat.

T. 6. — Le produit intérieur brut en prix constants 1965
dans l'optique du revenu.

En millions de francs

	1960	1965	1970	Accroissement annuel en		
				60-70	60-65	65-70
Rémunération des salariés						
des entreprises	23.231	35.767	58.734	9,7	9,0	
des Administrations et des ménages	16.380	25.100	34.000	7,6	9,0	
	39.611	60.867	92.734	8,9	9,0	
Revenu de la propriété et de l'entreprise	105.112	150.512	212.580	7,3	7,4	
Impôts indirects moins subventions	23.141	36.523	54.800	9,0	9,6	
Produit intérieur brut	167.864	247.902	360.114	7,9	8,1	

2.4. — La croissance 1965-1970

Au cours de la période 1965-1970, le revenu national par tête doit continuer à croître au même taux de 4,8 % (1) par an pour atteindre 61.100 francs en 1970. Ce taux correspond aux calculs effectués dans les Perspectives décennales. En effet, les objectifs pour 1970 demeurent ceux qui sont inscrits dans les Perspectives décennales. Les lignes qui suivent n'ont pour objet que de souligner les traits essentiels de la croissance et d'apporter quelques modifications à la description de l'année 1970 pour tenir compte, d'une part, de certaines modifications techniques apportées aux comptes nationaux et d'autre part, d'informations nouvelles concernant les réalisations de certains projets agricoles ou industriels.

L'Agriculture reste le secteur fondamental bien qu'en moyenne, son taux d'expansion ne doive pas dépasser 3,8 % par an. De grandes opérations agricoles, déjà en cours pour la plupart, concernent le palmier à huile, le cocotier, le riz, le coton, la canne à sucre, l'hévéa, etc. Cette diversification des cultures, outre qu'elle fournira les matières premières aux industries locales qui se créeront, rendra l'agriculture ivoirienne moins sensible aux fluctuations des cours mondiaux du café et du cacao, tout en augmentant très nettement le revenu des paysans et par contre coup les dimensions du marché intérieur pour les produits élaborés par l'industrie ivoirienne. Une autre orientation importante de la politique agricole sera l'accroissement de la productivité due à l'amélioration des techniques culturales et à la création d'un noyau d'exploitations industrielles encadrant des cultivateurs associés. L'introduction des cultures de type moderne est la condition de l'orientation progressive des paysans vers une économie monétaire et de leur accession à un stade satisfaisant de développement. Le produit intérieur brut de l'agriculture devait passer de 91,4 milliards en 1965, à 110,4 milliards en 1970.

L'industrie, avec un taux de croissance de 15,4 %, doit compenser les taux plus modestes atteints par les activités primaires et entraînera un gonflement important des activités tertiaires. En outre, le tableau T2 souligne la transformation importante qui doit s'opérer dans l'appareil de production ivoirien. L'industrie devrait passer de 12,5 % en 1960 et 15,7 % en 1965, à plus de 22 % du produit intérieur brut en 1970. A cette date, les activités primaires ne représenteront plus que 30,7 % en 1970 contre 36,9 % en 1965 et 42,8 % en 1960. Cette diminution importante du poids relatif du secteur primaire est un signe indiscutable de la modernisation de l'économie ivoirienne.

La croissance du secteur tertiaire continuera de découler des progrès enregistrés dans les secteurs primaire et secondaire et aucune action spécifique n'est prévue au niveau des services. Cependant, des études seront entreprises pour mieux connaître l'activité commerciale et rechercher les structures adaptées aux besoins en matière d'habitat. Une politique du logement devra être définie et les institutions de crédit ou de promotion, existantes ou à créer, devront être à même — sous l'impulsion des Pouvoirs Publics — de satisfaire dans la mesure du possible les besoins en logements pour chacune des couches de la population.

Pour permettre l'équipement indispensable du pays, la Côte d'Ivoire devra accroître ses exportations de 35 % d'ici 1970. Compte tenu des possibilités limitées d'écoulement à l'étranger des produits agricoles, compte tenu aussi du fait que les grandes opérations de développement agricoles resteront sans effet notable jusqu'en 1972, les progrès proviendront avant tout d'exportations de produits indus-

triels : conserveries de fruits, sciages et plaquages, textiles, services. Celles-ci passeront de 17,3 % des ventes extérieures à 35,2 % en 1970, diversifiant très sensiblement le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Pendant la même période les exportations croîtront de 28,4 %, mais la part destinée à l'équipement et à la consommation intermédiaire des entreprises sera nettement plus importante qu'en 1965.

On trouvera dans l'annexe III une analyse détaillée des investissements publics qui seront effectués d'ici 1970. Notons seulement l'ensemble des investissements publics et privés en Côte d'Ivoire s'élèvent à 44 milliards pour l'année 1965, atteindront 67 milliards en 1970 (prix 65), soit un accroissement de 52,3 %, répartis en 35 milliards en bâtiments et travaux publics et 32 milliards en équipements et outillages. Le volume des investissements publics croîtra légèrement plus vite que celui des investissements privés et représenteront près de la moitié du volume global en 1970 (investissements publics 33 milliards, investissements privés 34 milliards, 4 par les ménages) ; néanmoins, il ne paraît pas possible de penser en sorte qu'il dépasse 20 % du produit intérieur brut. La croissance de la consommation des ménages sera maintenue au taux actuel de 7 % environ, compte tenu de la croissance démographique, la consommation par tête progressera de l'ordre de 4 % par an (en prix constants) d'ici 1970. Cette amélioration du niveau de vie entraînera une modification sensible de la structure de consommation. Celle-ci se portera davantage vers des produits élaborés.

En ce qui concerne la consommation des Administrations (y compris les institutions financières et les instituts de recherche), celle-ci devra subir un ralentissement sensible au cours de la période 1965-1970. L'objectif est un accroissement de 6,6 % par an contre 10,5 % par an de 1960 à 1965. Evalué à 170.000 en 1960, le nombre de salariés est estimé à 215.000 en 1965, soit un accroissement de 26,5 %. En 1970, les besoins seront de l'ordre de 300.000 personnes ce qui correspond à une augmentation de 7 % par an en moyenne. En dépit du mouvement d'industrialisation, le volume le plus important d'emplois salariés proviendra de l'agriculture dont les grandes opérations de plantation exigeront d'ici 1970 le recrutement d'environ 30.000 personnes. L'industrie procurera 20.000 emplois nouveaux mais encore suscitera une activité accrue dans le bâtiment, les travaux publics et les services permettant ainsi la création de 20.000 autres emplois. Le renforcement des Administrations, des entreprises publiques et tout particulièrement les objectifs en matière de scolarisation et de santé publique, entraîneront un gonflement des effectifs de 15.000 personnes environ. En cinq ans, la proportion de salariés dans la population active passera de 8 % à 12 % et la masse salariale versée devrait atteindre en 1970, près de 98 milliards de francs C.F.A. 1965.

Toutes les données chiffrées qui ont été citées, ne font apparaître que les augmentations de production, d'investissement, de consommation et ne soulignent pas suffisamment les transformations profondes qui conditionnent le passage progressif de l'économie traditionnelle à l'économie moderne. Ce sera l'objet des annexes IV et V qui traitent de la formation de la promotion du monde rural et du développement régional.

(1) Il s'agit d'une croissance en volume. La dépréciation monétaire aura pour effet de majorer le taux de croissance apparent d'un pourcentage égal au rythme de l'inflation.

(1) Y compris les institutions financières et les instituts de recherche.

— Evolution du revenu national par tête en francs constants 1965.

En milliards de francs C.F.A.

	1960	1965	1970
Production intérieure brute.	151,5	222,8	326,1
Charges administrations et ménages	16,4	25,1	34,0
Produit intérieur brut	167,9	247,9	360,1
Investissements	— 6,2	— 7,5	— 9,0
Produit intérieur net	161,7	240,4	351,1
Pôts indirects	— 23,1	— 36,5	— 54,8
(nets de subventions)			
Revenu intérieur net	138,6	203,9	296,3
Revenu des non résidents ..	— 6,9	— 11,0	— 14,0
Revenu national	131,7	192,9	282,3
Populations (milliers)	3.435	3.980	4.620
Revenu national par tête (en francs C.F.A. 1965)	38.340	48.470	61.100

ANNEXE III

Les investissements et leur financement.

Pour atteindre les objectifs assignés à l'économie au cours de la période 1967-1970, et pour préparer l'avenir, toute une gamme de moyens va devoir être mise en œuvre, parmi lesquels les investissements joueront un rôle primordial.

En ce qui concerne les investissements privés, les mécanismes et positions actuellement en place qui, jusqu'à présent, ont assuré un rythme satisfaisant de réalisations, seront maintenus et seront propres à garantir, pour les prochaines années, un taux d'industrialisation correspondant globalement aux anticipations faites dans les « Perspectives décennales ».

Les investissements publics donnent au contraire quelques inquiétudes, à la fois parce que des retards ont été pris qui ne pourront toujours être rattrapés et parce que les capacités de financement semblent d'être malgré cela insuffisantes vis-à-vis de la masse des besoins qui, après une sélection soignée, constituent le minimum indispensable.

3.1. — LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Le tableau I donne, aux conditions économiques de 1965, le détail du volume global des investissements qu'il conviendrait de réaliser au cours de la période 1960-1970, tel qu'il peut actuellement être apprécié, compte tenu des informations les plus récentes sur l'évolution des différents secteurs, pour que les objectifs correspondant aux inscrits aux « Perspectives décennales » soient atteints. Leur montant total est de 209, 2 milliards de francs C.F.A. 1965.

Or, si l'on déduit les réalisations de la période 1960-1966, soit 2 milliards de francs C.F.A. 1965, on constate que sur les quatre années de la période 1967-1970 il faudrait pouvoir investir 116 milliards, soit plus qu'au cours des sept années écoulées, ou encore par un volume plus que double de celui qui a été observé jusqu'à présent.

En fait seul l'équipement administratif pourra, au cours des années 1967-1970, n'être poursuivi qu'au rythme antérieur, le point d'application des efforts principaux étant d'ailleurs déplacé de la « Représentation nationale » — où les programmes initiaux sont terminés et déjà achevés — vers les autres postes, en particulier information et équipement administratif de l'intérieur jusqu'ici moins favorisés.

Dans tous les autres secteurs les réalisations de la période 1960-1966 n'ont pas suivi le rythme prévu dans les « Perspectives décennales » et des retards particulièrement importants ont été enregistrés dans l'agriculture, l'infrastructure économique et l'infrastructure sanitaire. Les investissements programmés dans la présente Loi permettront de rattraper certains retards et de réaliser les opérations, non prévues dans les « Perspectives décennales », dont

la nécessité s'est révélée. C'est ainsi que les investissements agricoles estimés à 11 milliards pour les années 1960-1966 devront être de plus de 30 milliards de 1967 à 1970 et que pour l'infrastructure sanitaire il faudra, en quatre ans, investir trois fois plus que dans les sept années précédentes.

L'analyse par secteur, effectuée plus loin, va permettre de prendre une vue plus exacte de la situation et des directions dans lesquelles des efforts particuliers devront avoir lieu, afin, d'une part, de corriger dans la mesure du possible les distorsions constatées et, d'autre part, d'assurer la continuation du développement à un rythme satisfaisant.

Mais l'expérience des années passées a conduit à élaborer un instrument complémentaire pour orienter les investissements en fonction des besoins : la Loi-Programme. La Loi-Programme, appelée « plan glissant » dans un certain nombre de pays, prévoit tous les ans les investissements à réaliser dans chacune des trois années suivantes. Elle permet d'ajuster les prévisions aux réalisations et aux besoins, de prévoir des marchés importants et d'obtenir ainsi les prix minimum de la part des entrepreneurs.

3.1.1. — Agriculture

Les investissements de développement agricole ont, pendant la première période des « Perspectives décennales », accusé un retard sensible, et doublement inquiétant, du fait que la croissance agricole demeure la base essentielle de l'expansion économique en Côte d'Ivoire et que, faute d'initiatives privées suffisantes, cette croissance est étroitement dépendante de l'action des Pouvoirs Publics.

Cependant, les importants programmes concernant les cultures industrielles et d'exportations, dont le démarrage avait demandé une mise au point minutieuse, sont à présent passés à la phase active de réalisation. Dès 1965-1966 s'est dessiné un mouvement de rattrapage que la mise en œuvre de nouveaux programmes (cocotier, coton, régénération cacaoyère) devrait confirmer, ce qui laisse augurer de l'avenir dans ce secteur essentiel de l'économie ivoirienne.

L'avenir à moyen terme de celle-ci en dépend largement puisque les efforts à consentir au cours des prochaines années doivent être consacrés à des plantations dont les produits seront indispensables pour maintenir l'essor de l'économie au cours des années 1971-1975.

Par grandes rubriques, on retiendra que :

— Les cultures industrielles, pour lesquelles un investissement de l'ordre de 5 milliards par an est à réaliser au cours des quatre prochaines années, doivent bénéficier d'un effort notablement accru, malgré des risques de retard, notamment en ce qui concerne l'hévéaculture.

Les principaux objectifs sont les suivants :

- Cacao 200.000 tonnes.
- Palmier à huile 203.000 tonnes de régimes, correspondant au rapport de 28.000 hectares, sur 76.000 en culture.
- Cocotier 13.300 tonnes de coprah, correspondant au rapport de 9.000 hectares sur 18.000 en culture.
- Bananes 165.000 à 190.000 tonnes selon les possibilités du marché d'exportation.
- Ananas 125.000 tonnes de fruits pour conserverie et vente en frais.
- Coton 80.000 tonnes.
- Tabac 6.000 tonnes.
- Canne à sucre 176.000 tonnes de cannes dont on peut extraire 17.600 tonnes de sucre, pour 2.200 hectares récoltés, sur 3.000 hectares en culture.
- Hévéa 14.000 hectares de superficie plantée, en outre des études sont en cours qui permettront de définir d'autres actions.
- Kenaf L'opération sera lancée d'ici 1970 avec un objectif minimum de production de 16.000 tonnes de fibres.

En ce qui concerne le café, l'analyse de la situation fait ressortir une production de 300.000 tonnes. Le premier objectif du plan sera donc de stabiliser cette production à ce niveau de 300.000 tonnes, compte tenu de la limitation des débouchés.

En second lieu, il deviendra nécessaire d'élever ce secteur de production au même niveau technique que les autres secteurs, sous risque de créer une disparité qui deviendrait, à la longue, préjudiciable au café.

La culture intensive devra donc peu à peu supplanter le style actuel largement extensif.

La reconversion variétale de la culture s'accomplira au niveau du village où seront créés des blocs groupant les plantations individuelles.

Parallèlement, les anciennes plantations se verront progressivement réduites dans la proportion approximative de trois hectares anciens pour un hectare de culture nouvelle.

Ces dispositions impliquent une stricte discipline des collectivités et un engagement sans réserve des instances politiques.

— Les cultures vivrières doivent satisfaire, dès que possible, la plus grande part des besoins intérieurs et verront selon toute vraisemblance leurs objectifs atteints, bien que pour le riz l'on ait initialement surestimé les résultats (deux récoltes par an, rendements très élevés) et sous estimé le développement de la consommation.

Ces objectifs impliquent qu'un volume de ressources complémentaires d'environ 6 milliards puisse être dégagé sur la période pour la régénération cacaoyère, la culture du coton et la riziculture.

— La reforestation, secteur relativement négligé jusqu'à présent, va désormais, grâce aux nouvelles structures mises en place, entrer dans une phase dynamique. Parallèlement, une politique de sauvegarde de la forêt doit être élaborée et mise en œuvre rapidement.

— L'élevage, pour lequel les dépenses ont jusqu'à présent été faibles, au prix d'un effort marqué, atteindre lui aussi les objectifs fixés : mise en place des structures d'accueil, réorganisation des professionnels de la boucherie, poursuite de l'action entreprise pour lutter contre les maladies du bétail (notamment création du laboratoire de pathologie animale), politique de développement de la production de viande et de lait, vulgarisation de l'élevage des bovins et de l'aviculture.

— La pêche fait, quant à elle, montre d'un dynamisme certain qui a conduit à réajuster en hausse les objectifs fixés en 1962. Les importants programmes de recherche, l'assistance accrue à la profession et notamment aux artisans de la pêche lagunaire, font bien augurer de l'avenir de ce secteur.

3.1.2. — Infrastructure économique

L'infrastructure économique conditionne directement le développement du pays. Toutefois, les opérations qui se justifient seulement par la croissance à terme des besoins en équipements collectifs, doivent être subordonnés au rythme d'expansion de l'économie et l'harmonie même de celle-ci impose de ne les réaliser qu'à la date la plus opportune.

En matière de routes et ponts, les réalisations se trouvent être assez en retard par rapport aux prévisions. De ce fait, les objectifs initiaux ont été revus en baisse, cependant le rythme des investissements annuels sera bien supérieur à celui observé de 1960 à 1966 (plus de 3 milliards).

Le plan de transport doit être achevé fin 1969. Les conclusions n'en seront donc tirées que tout à fait en fin de période.

D'ici là, en plus des opérations d'ores et déjà lancées et qui se poursuivront sur la période, un certain nombre d'opérations précises seront effectuées dont : l'amélioration de l'axe Abidjan-Agnibilékrou, la première tranche du réseau du Sud-Ouest, le bitumage de la route Dabou-Toupa, et celui de la route d'Agboville.

Les efforts devront également porter sur la conservation du capital routier actuel et la sécurité des usagers (aménagement des passages dangereux, études de circulation et de prévention routière).

Pour les chemins de fer, le rythme des réalisations a été satisfaisant, et il ne faut attendre qu'une faible accélération des investissements au cours des prochaines années, malgré la rectification du tronçon de voie Agboville-Dimbokro. Le déplacement des ateliers de la R.A.N. à Abidjan (plus de 2 milliards) n'interviendra pas avant 1970. En revanche, d'importantes études doivent être lancées dans le cadre de la desserte de la région d'Abidjan.

En ce qui concerne l'infrastructure portuaire, les investissements de la période 1960-1966 ont été importants du fait de l'expansion rapide du Port d'Abidjan.

Dans la période 1967-1970, le dynamisme de ce secteur sera encore accru du fait de la création du Port de San-Pedro.

Les aérodromes secondaires ont marqué un certain retard qu'ici, mais les réalisations prévues pour les prochaines années sont importantes. Finition de l'aérodrome de Yamoussoukro et création de l'aérodrome de San-Pedro.

Il faut noter l'important investissement que constituera la construction de la nouvelle aérogare d'Abidjan-Port-Bouet.

Impératif social majeur, le programme d'hydraulique rencontre de sérieuses difficultés de financement, et connaît un retard important. Le programme initial a dû être revu en baisse ; cependant les réalisations des prochaines années doivent correspondre à un dynamisme de leur rythme actuel.

En matière d'aménagements ruraux, des structures nouvelles sont mises en place concernant la motorisation de l'agriculture (MOTORAGRI), l'amélioration de l'habitat rural, accompagnant l'effort fait dans le domaine agricole pour la transformation du monde paysan.

Des efforts supplémentaires sont prévus, en particulier la mise en place d'un important programme de petits barrages.

Dans le domaine de l'électrification, la période 1967-1970 est marquée par un ensemble de réalisations qui comprendra la construction de la Centrale de Vridi (tranches 1 et 2), de nombreuses électrifications de centres ruraux et l'extension et le renforcement des réseaux de transport et de distribution. La liaison haute-tension Abidjan-Bouaké sera commencée. Enfin, et surtout, la construction du barrage de Kossou doit débuter avant la fin de la période ; compte tenu de l'importance du projet (25 milliards de francs C.F.) qui nécessite le recours à un financement extérieur spécifique, ce que les travaux ne peuvent commencer au mieux avant le début de l'année 1969, la part réellement à la charge de la Côte d'Ivoire sera modeste (4 milliards au maximum) et les ajustements nécessaires seront faits par une prochaine Loi-Programme.

Pour l'édilité, la prise en charge de l'équipement des quartiers par les Pouvoirs Publics, qui ne s'était pas révélée nécessaire, de l'élaboration des Perspectives décennales et qui s'avère en fait indispensable du fait de l'extension rapide des centres urbains impose des sujétions importantes au Gouvernement.

Des formules souples et efficaces seront proposées pour le financement des opérations d'édilité, comme par exemple des C.A.U. d'Équipement alimentées en grande partie par des contributions foncières.

Le développement des agglomérations ivoiriennes, notamment celui de la capitale où le million d'habitants sera vraisemblablement atteint d'ici dix ans, rend de telles actions indispensables, si l'on veut éviter qu'elles ne s'entourent de ces bidonvilles dont il est impérieux d'empêcher la constitution.

Ces travaux d'édilité, outre les villes, devront être étendus aux zones d'intérêt touristique, en vue de la création de circuits et le cadre d'une politique de promotion du tourisme.

En ce qui concerne les Postes et Télécommunications, facteur fondamental du développement et notamment de l'industrialisation de l'intérieur du pays, les efforts porteront sur l'extension et la modernisation des réseaux avec l'adoption des techniques les plus modernes, en particulier pour les communications internationales.

3.1.3. — Investissements culturels

Pour l'Enseignement primaire, le rythme de réalisation est inférieur au programme initialement prévu, surtout dans le domaine de la formation des maîtres. L'effort au cours des prochaines années portera sur la création de Centres d'Animation et de Formation pédagogique, notamment à l'intérieur du pays, et sur la création de nouvelles classes primaires pour la construction desquelles les populations apporteront leur concours.

Pour l'Enseignement secondaire, les prévisions ont été largement respectées, du fait de la construction en 1965 de 13 nouveaux collèges. Les investissements des prochaines années devront être consacrés en priorité aux extensions de ces collèges et à l'effort de régionalisation de l'Enseignement secondaire de telle sorte qu'ils permettent de faire face à l'accroissement des effectifs.

Pour l'Enseignement supérieur, les prévisions ont été réalisées de façon satisfaisante. On continuera d'assurer le logement des étudiants ivoiriens à admettre en Faculté, et à réaliser les investissements nécessaires au bon fonctionnement de l'Université.

Pour l'Enseignement technique, la formation professionnelle et l'agriculture, un retard considérable a été pris sur les prévisions elles-mêmes modérées. Cependant des moyens financiers importants seront mis à la disposition de l'Enseignement technique et de l'Office national de Formation professionnelle nouvellement créé, afin de rattraper une partie du retard accumulé.

Pour l'Enseignement agricole, la construction de l'Ecole nationale supérieure d'Agronomie doit se révéler un facteur déterminant du développement agricole.

Un effort est demandé pour le développement du second cycle agricole et la période 1967-1970 amorcera une nouvelle politique concernant le premier cycle.

Des moyens appropriés seront étudiés et mis en place, en ce qui concerne les musées pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel et artistique.

3.1.4. — Santé publique

La première partie de la décennie a été marquée par le faible niveau des investissements : de 1960 à 1966, leur montant cumulé n'atteint à peine 1.900 millions de francs C.F.A.

Il semble cependant qu'après une mise au point assez longue, le rythme des réalisations doive s'accélérer très nettement entre 1967 et 1970.

Les opérations importantes suivantes constituent les principales étapes du programme : Institut national de la Santé publique, Institut Pasteur, Centre Hospitalier Universitaire, Hôpitaux du Nord, Centre Hospitalier rural de Daloa, poursuite des aménagements à l'hôpital de Treichville et à l'hôpital psychiatrique de Bingerville.

3.1.5. — Investissements sociaux

Les investissements prévus dans les Perspectives décennales n'ont pas été réalisés qu'en partie de 1960 à 1966.

Pour palier les conséquences de cet état de fait, on doit dès maintenant envisager de donner aux équipements de ce secteur le caractère le plus largement polyvalent.

On obtiendra ainsi, non seulement une économie appréciable des coûts de construction et de fonctionnement (entretien, surveillance, gestion), mais une contribution plus efficace à l'animation des populations par le regroupement, en un point privilégié de l'agglomération, des activités les plus diverses : action sociale, prévention sanitaire, développement culturel, administration, etc.

En ce qui concerne le Travail et les Affaires sociales, les travaux de construction des bâtiments administratifs seront poursuivis dans une perspective de décentralisation des services vers l'intérieur du pays.

La restauration et l'équipement des locaux existants dans certaines sous-préfectures et destinés à abriter des Centres sociaux, seront entrepris dans l'optique qui a été indiquée. Divers autres équipements seront également réalisés.

En matière de Jeunesse, d'Education populaire et de Sports, les équipements sportifs, en cours de réalisation ou d'étude (plateaux, stades, piscines, I.N.J.S.) seront achevés ou mis en chantier. Les équipements sociaux culturels seront conçus de façon à être polyvalents. Le programme ne pourra cependant excéder 650 millions pour la période considérée.

Le Service civique qui a défini sa doctrine entre à présent dans une phase de réalisations concrètes. L'orientation qui lui est donnée s'insère dans la politique de développement de la Nation. En effet, outre l'éducation de base et du sens civique des jeunes ruraux, son action doit se traduire par la formation d'une paysannerie moderne. Elle correspondra dès 1968, à la mise en valeur annuelle de 8.800 ha de terres nouvelles selon des techniques modernes.

Cette formation pratique qui intéresse également les jeunes filles du milieu rural, impliquera, pour se traduire avec le maximum d'efficacité dans les faits, que soient dégagés des moyens de financement originaux.

En matière d'habitat rural, l'amélioration sera poursuivie dans les mêmes conditions que les années précédentes par l'octroi de prêts à la construction avec le concours technique des services de l'habitat.

3.1.6. — L'équipement administratif

De 1960 à 1966, les investissements administratifs ont pris une avance considérable sur les programmes. Cette avance est plus particulièrement due aux constructions gouvernementales qui, dès 1966, ont couvert la totalité des prévisions et aux investissements de certains services qui ont été accélérés par rapport à la programmation initiale pour faire face à des besoins urgents.

Ce mouvement va se poursuivre durant les prochaines années, car, quoiqu'il soit nécessaire de comprimer au maximum les demandes de ce secteur, il n'en demeure pas moins indispensable de disposer d'une infrastructure administrative adaptée au développement.

Des investissements seront consacrés à l'aménagement des campements et à la création de réserves dans le cadre de la promotion du tourisme.

En ce qui concerne l'infrastructure immobilière des Forces Armées, les actions porteront sur les casernements, l'implantation de la Gendarmerie et la construction du camp d'Agban.

La Justice et l'Intérieur poursuivront leur programme pour la mise en place des bâtiments nécessaires, qui viendront compléter leur implantation dans l'intérieur du pays.

Un effort serait nécessaire pour le développement de l'infrastructure administrative, agricole et sanitaire dans l'intérieur, mais, compte tenu des disponibilités financières, ce secteur ne pourra bénéficier que d'un minimum de réalisations.

Il en va de même pour l'Information où un volume nettement supérieur d'investissements sera réalisé avec comme objectif pour 1970 la couverture de la majeure partie du territoire par le réseau national de télévision.

Au sujet des locaux et bâtiments divers loués par l'Administration, pour lesquels le Budget général assume de lourdes charges locatives, un programme sera lancé comportant des études et des réalisations, en particulier pour les services administratifs d'Abidjan, dont la dispersion actuelle est préjudiciable à un bon fonctionnement.

3.1.7. — Participations de l'Etat

Les prises de participations de l'Etat se poursuivront. On apportera à leur choix un soin très attentif de manière à ce qu'elles servent en priorité à favoriser la diversification des productions et à permettre le démarrage des industries de base, car le montant qui peut leur être consacré, est limité en regard du nombre et de l'ampleur des projets que l'on s'attend à voir se concrétiser au cours de la période.

D'autre part, il est prévu que l'Etat participera activement à la promotion de la Petite et Moyenne Entreprise Ivoirienne afin de constituer une nouvelle classe d'entrepreneurs. Des crédits sont réservés dans ce but (de l'ordre de 300 millions). L'Etat participera également à la promotion du tourisme par des prises de participations dans l'industrie hôtelière.

3.1.8. — Etudes et Recherches

Les travaux de recherches seront consacrés à une meilleure connaissance des potentiels économiques et des ressources minières du pays, et à une mise en œuvre plus rationnelle de ces ressources.

A ce sujet, il est souhaitable que le Gouvernement incite les organismes ou agents réalisateurs des actions de développement consécutives à ces recherches, à y participer dans toute la mesure du possible.

Par ailleurs, l'accent sera mis, pendant les prochaines années sur les études nécessaires à l'élaboration du Plan 1971-1975.

De plus, les divers problèmes qui se posent en matière d'investissement, notamment ceux afférents à une amélioration des critères de choix des opérations et à leur insertion dans les mécanismes économiques et financiers du pays, seront l'objet d'un soin particulier.

Investissements publics 1967-1970

(En millions de francs C.F.A.)

Secteurs : Sous-secteurs :	Réalisations 1960-1966	Prévisions 1967-1970	Total 1960-1970
I. — DÉVELOPPEMENT AGRICOLE			
Cultures	9.645	30.750	40.395
Sols et Forêts	790	1.650	2.440
Élevage	455	1.600	2.055
Pêche	250	480	730
Total	11.140	34.480	45.620
II. — INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE			
Routes, Ponts et Bacs	16.235	11.220	27.455
Edilité	3.685	9.080	12.765
Ports et Voies lagunaires ..	5.610	6.500	12.110
Aérodromes	1.300	1.700	3.000
Hydraulique	1.875	1.700	3.575
Electricité	6.280	7.200	13.480
Postes et Télécommunica- tions	2.965	3.600	6.565
Chemin de Fer	5.000	4.450	9.450
Total	42.950	45.450	88.400
III. — DÉVELOPPEMENT CULTUREL			
Enseignement primaire ...	1.185	1.950	3.135
Enseignement secondaire ..	3.175	2.700	5.875
Enseignement technique ...	410	1.100	1.510
Enseignement supérieur ...	1.575	1.150	2.725
Jeunesse et Sports	915	650	1.565
Enseignement agricole	890	1.000	1.890
Total	8.150	8.550	16.700
IV. — INFRASTRUCTURE SANITAIRE			
Infrastructure sanitaire ...	1.880	5.850	7.730
V. — INFRASTRUCTURE SOCIALE			
Infrastructure sociale	340	670	1.010
VI. — INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE			
Services administratifs	15.435	7.200	22.635
Information	1.275	1.600	2.875
Total	16.710	8.800	25.510
VII. — PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT			
Participations de l'Etat ...	6.650	7.350	14.000
VIII. — ETUDES ET RECHERCHES			
Etudes et Recherches	5.300	4.850	10.230
Total général	93.200	116.000	209.200

3.2. — LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Pour financer ces programmes d'investissement, l'Etat dispose des sources de financement suivantes :

- L'épargne budgétaire (excédent des recettes courantes sur dépenses de fonctionnement) ;
- L'épargne des administrations autres que l'Etat ;
- L'aide extérieure, sous forme de dons et subventions ;
- Les emprunts extérieurs, qu'il est possible de contracter sur les marchés financiers étrangers, soit auprès de groupes financiers privés, soit auprès des organismes spécialisés ;
- Les facilités de règlement différé, qu'il est possible d'obtenir des fournisseurs nationaux ou étrangers ;
- L'épargne locale, dans la mesure où l'on parvient à la mobiliser.

La somme de ces différentes ressources doit être suffisante pour permettre de couvrir, à la fois, le montant des investissements prévus et la charge de la dette (intérêts et amortissements) afférents tant à la période antérieure qu'à la période en cours.

Les entreprises publiques de leur côté, outre le recours aux formes habituelles de crédit à court, moyen et long terme, peuvent utiliser pour la réalisation de leurs investissements, leurs ressources propres (auto-financement) ainsi que les dotations ou prêts spéciaux que l'Etat peut être conduit à leur consentir. Mais il ne s'agit, dans le dernier cas, que d'un simple transfert à l'intérieur du secteur public.

Le montant des moyens de financement qui pourront effectivement être obtenus de ces diverses sources, résulte d'un jeu complexe de facteurs politiques, économiques et financiers (crédit extérieur, état des marchés financiers, politique des organismes d'aide bilatérale ou multilatérale, etc.) dont certains échappent, du moins en partie, à l'action des pouvoirs publics nationaux. La principale d'entre elles, cependant, l'épargne publique (ensemble de l'épargne budgétaire et de l'épargne des autres administrations) est fonction de la croissance économique interne et de la politique suivie, en ce qui concerne les finances publiques. C'est dire son importance, l'on veut se ménager les moyens financiers minima en l'absence desquels la croissance serait gravement compromise et, sans négliger aucun concours extérieur, asseoir progressivement le développement du pays sur une base nationale.

Avant de se demander quelles sont les ressources que l'on peut raisonnablement escompter pour assurer le financement des programmes d'investissements publics pour les années 1967, 1968, 1969 et 1970, il n'est pas inutile de regarder rapidement comment a été réalisé le financement des investissements publics, au cours de la période écoulée 1960-1965, les données relatives à 1966 ne pouvant à l'heure actuelle, qu'être estimées.

3.2.1. — Le financement des investissements publics pendant la période 1960-1965

Les années 1960-1965 ont été, pour l'économie de la Côte d'Ivoire, une période d'expansion brillante, qui peut être attribuée à l'heureuse conjonction d'une politique économique et financière bien conçue et habilement conduite et d'un certain nombre de facteurs structurels et conjoncturels favorables.

L'action des Pouvoirs Publics, en vue de l'obtention de la croissance économique souhaitée, a pu, en effet, prendre appui sur le processus d'expansion en quelque sorte spontané de l'économie ivoirienne, induit par la croissance des exportations de produits agricoles et des revenus en résultant — qui provoque, avec l'appui de mesures d'encouragement appropriées et du climat de confiance établi, dans le cadre de l'indépendance politique, un mouvement d'industrialisation tendant à satisfaire une demande intérieure d'expansion rapide.

Cette situation favorable, heureusement mise à profit, explique que l'économie ivoirienne dans son ensemble et en particulier l'Etat aient pu trouver, sans rencontrer de difficulté majeure, les ressources financières nécessaires.

Le tableau ci-après donne, par grandes masses, la physionomie de l'équilibre financier du secteur public pour l'ensemble de la période

Equilibre financier du secteur public 1960-1965

En milliards de francs C.F.A.

Epargne budgétaire	58,3
Epargne des administrations autres que l'Etat	2,6
Ressources propres des entreprises publiques	7,0
Aide extérieure	13,6
Endettement extérieur net	11,9
Epargne locale nette	1,8
Total	95,2
Investissements publics	89,2
— De l'Etat :	
(y compris 10,2 milliards sur budget général. 79,6	
— Des autres administrations	2,6
— Des entreprises publiques	7,0
Réserves C.A.A.	2,4
Charges d'intérêts de la dette	2,0
Ajustement	1,6

Le fait majeur a sans doute été la forte croissance des recettes budgétaires, qui ont augmenté en francs courants de plus de 85 % en cinq ans. Les dépenses de fonctionnement ayant été globalement contenues à l'intérieur des limites prévues, une épargne budgétaire substantielle a pu être dégagée, qui a permis à la Côte d'Ivoire d'autofinancer son développement dans une proportion exceptionnellement élevée.

Si l'on rapproche la somme de l'épargne publique (60,9 milliards de francs courants) et de l'aide extérieure (13,6 milliards de francs courants), des investissements réalisés sur fonds publics (82,2 milliards), on met en évidence un besoin de financement de 7,7 milliards à demander à l'endettement extérieur ou intérieur, ce qui est relativement modeste.

Mais cet équilibre global recouvre un cheminement année par année beaucoup moins aisé.

Evolution des ressources définitives et des dépenses d'investissement.

En milliards de francs C.F.A. courants

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	TOTAL
Epargne budgétaire	6,5	8,0	5,3	7,3	14,6	16,6	58,3
Aide extérieure	0,7	1,3	2,7	3,2	3,0	2,7	13,6
Total des ressources définitives	7,2	9,3	8,0	10,5	17,6	19,3	71,9
Investissements publics de l'Etat	9,9	11,1	10,9	11,1	19,0 (1)	17,6	79,6
Autres	— 2,7	— 1,8	— 2,9	— 0,6	— 1,4	+ 1,7	— 7,7
Saldo cumulés		— 4,5	— 7,4	— 8,0	— 9,4	— 7,7	

(1) Dont 1,2 milliards de participations SONAFI.

En effet, les charges résultant de la mise en place de l'appareil politique et administratif du jeune Etat ivoirien et celles correspondant à l'effort d'investissement nécessaire au développement du pays, pendant les trois premières années, largement excédé les ressources disponibles, ce qui explique le niveau relativement élevé de l'endettement contracté à cette époque.

En outre, les difficultés rencontrées en 1962 dans l'écoulement des productions agricoles d'exportation, ont donné à la croissance économique et, par voie de conséquence, aux ressources de l'Etat, un coup de frein très marqué. Il est alors apparu nécessaire, si l'on ne voulait pas compromettre l'avenir économique du pays, de recourir à une accentuation de l'effort fiscal en l'affectant directement au financement du développement. Telle fut la raison de la création, dès 1962, de la Contribution nationale dont on peut dire qu'elle a joué un rôle décisif, puisqu'elle a permis à la Côte d'Ivoire, malgré une mauvaise conjoncture extérieure, de poursuivre le programme de développement qu'elle avait entrepris.

Un niveau exceptionnellement élevé du commerce extérieur en 1964 et en 1965 allait donner plus d'aisance à la fin de la période. Néanmoins le poids de l'endettement contracté de 1960 à 1963 s'est fait sentir et a exigé un aménagement des taxes affectées à l'amortissement de la dette. Quoiqu'il en soit, la prudence observée en ce qui concerne l'augmentation du train de vie de l'Etat et les efforts consentis sur le plan fiscal pour assurer la poursuite du programme de développement ont finalement permis de surmonter les difficultés rencontrées et la quinquennie est achevée sur une quasi réalisation des objectifs de croissance prévus. L'on a vu, toutefois, que des retards importants — et en partie impossibles à rattraper d'ici 1970 — ont été pris dans le domaine des investissements publics.

3.2.2. — Le financement des investissements publics pendant la période 1967-1970

Tout donne à penser que l'équilibre économique et financier sera plus difficile à réaliser au cours de la période 1967-1970, surtout si l'on s'attache véritablement à atteindre les objectifs et à rattraper les retards qui peuvent encore l'être.

Etant donné les niveaux de production déjà atteints et les perspectives offertes par les marchés extérieurs, il est certain que les exportations des produits agricoles traditionnels ne pourront pas connaître d'ici 1970, une expansion comparable à celle qui a été la leur entre 1960 et 1965. Dès lors, la croissance économique ivoirienne va se trouver partiellement privée d'un de ses moteurs principaux : l'expansion de la demande intérieure, qui induit à son tour les investissements industriels destinés à la satisfaire. C'est dire l'importance que va désormais revêtir l'autre moteur fondamental de la croissance : l'investissement public. Un fléchissement dans ce domaine ne manquerait pas d'avoir — et ce à bref délai — les conséquences les plus graves en ce qui concerne la poursuite du développement national. Il est donc tout à fait essentiel que les ressources financières nécessaires puissent être dégagées en temps utile, non seulement afin d'assurer la croissance à terme, mais même pour soutenir l'expansion dans l'immédiat.

Pour déterminer l'ordre de grandeur des ressources qu'il paraît raisonnable d'escompter, l'on a tout d'abord procédé à une estimation de l'évolution des recettes budgétaires, en fonction de l'évolution probable des données économiques qui fournissent leur assiette aux impositions. Il ressort des calculs faits, qu'en raison notamment de la moindre progression du commerce extérieur et malgré une majoration de la fiscalité analogue à celle prévue dans les Perspectives décennales (pour la période 1965-1970), les recettes de l'Etat vont croître de 1965 à 1970, à un rythme beaucoup plus faible que celui observé entre 1960 et 1965 (+ 43,5 % contre 56,2 % en francs constants).

L'épargne budgétaire est la différence entre les recettes totales de l'Etat et les dépenses de fonctionnement. On examinera successivement les dépenses et les recettes.

Au cours des années 1960-1967, les dépenses en francs courants des ministères ont cru au rythme moyen de 13,7 % par an ; un net ralentissement se dessinant en fin de période (9,7 % par an à partir de 1964).

Les dépenses communes, transferts et interventions, ont eu une croissance moins régulière, mais depuis 1964 celle-ci se maintient à 9,6 % par an en moyenne.

On peut donc conclure que les dépenses du budget général ont cru au rythme de 9,7 % par an en moyenne depuis 1964 en francs courants.

Les recettes ont cru de 8,4 % par an sur la période en tenant compte de l'augmentation de la pression fiscale, l'examen des ressources de ces dernières années ne peut faire espérer une augmentation supérieure à 7 % par an des recettes affectées au Budget général.

Le maintien du rythme de croissance implique que l'on affecte les impôts nouveaux aux investissements. En effet, le retard constaté en matière d'investissement public, spécialement dans les secteurs productifs, l'importance des opérations déjà commencées et des engagements pris nécessitent que le maximum des ressources disponibles soit utilisé à investir. Et même en ce cas, l'épargne budgétaire disponible ne suffira pas, et il faudra *plus que par le passé* faire appel aux aides extérieures et à l'emprunt. Laisser croître au-delà de 7 % par an les dépenses de fonctionnement aliénerait encore plus le libre choix de la Côte d'Ivoire en matière d'investissements.

La volonté d'un développement rapide de l'enseignement et de l'infrastructure sanitaire qui ont des charges de fonctionnement très élevées, impose une limitation très sévère des dépenses de fonctionnement dans les autres domaines pour maintenir le taux global à 7 %.

En limitant à 4,3 % par an les dépenses autres que celles de la Santé et de l'Education nationale, on parvient à dégager 5 milliards de ressources nouvelles pour la Santé et l'Education nationale soit 14 % par an d'augmentation.

Ces 5 milliards permettront :

- De porter en 1970 le taux de scolarisation à 50 % ;
- De développer l'Enseignement secondaire et d'améliorer les rendements ;
- De développer l'Enseignement technique ;
- D'assurer le fonctionnement du C.H.U., de l'hôpital de Treichville, de l'Institut Pasteur, de l'Institut national de Santé publique et de quelques hôpitaux et centres de l'intérieur.

La limitation à 4,3 % de l'accroissement des dépenses de fonctionnement et le respect des charges supplémentaires de l'Enseignement et de la Santé (qui sont calculées au plus juste), nécessitent un contrôle sévère et une utilisation plus rationnelle de l'Assistance technique.

Le tableau ci-après donne par grandes catégories les recettes de 1965 et celles prévues pour 1970.

En milliards de francs C.F.A.

	1965	1970	% d'accroissement
Impôts directs	7,2	13,5	87,5
Impôts indirects	38,5	52,6	36,5
Dont :			
— Droit d'entrée	21,4	21,5	
— Droit de sortie	10,0	10,8	
— Droits sur produits pétroliers	—	6,1	
— Autres impôts indirects	7,1	14,2	
Enregistrement et timbre.	0,6	0,7	—
Domaine et recettes des services	1,3	1,5	—
Total	47,6	68,3	43,5
	(1)		

Si on limite donc, sur la base des prévisions des Perspectives décennales révisées pour tenir compte des rythmes effectifs constatés entre 1960 et 1965, la croissance des dépenses de fonctionnement au taux de 7 % par an, l'on observe que ces dernières vont croître au cours de la période à peu près au même rythme que les recettes, et l'épargne budgétaire, par voie de conséquence, croîtra de façon analogue.

L'aide extérieure, sous forme de subvention, est estimée à 6,5 milliards pour la période 1967-1970. Elle se situe à un niveau élevé que celui de la période précédente en raison de la réalisation du plan palmier.

Le tableau ci-dessous donne, à taux de croissance constant, l'évolution probable des ressources définitives au cours de la période 1967-1970, qui nous intéresse plus spécialement ici.

En milliards de francs C.F.A.

	1967	1968	1969	1970
Recettes budgétaires	55,2	59,6	63,8	68,3
Dépenses de fonctionnement	38,4	41,2	44,1	47,6
Epargne budgétaire	16,8	18,4	19,7	20,7
Aide extérieure	4,5	4,0	4,0	4,0
Total des ressources définitives	21,3	22,4	23,7	24,7

Les possibilités des autres sources de financement locales (épargne des autres administrations et épargne locale) doivent être estimées à la lumière des résultats de la période 1960-1965, avec prudence. On a cependant évalué à 2,5 milliards par an les possibilités de mobilisation de l'épargne des autres administrations pour le financement des programmes d'investissements publics. Car il est indispensable que cette épargne soit utilisée dans le cadre du programme d'investissement prévu par la Loi-Plan. Quant au concours de l'épargne locale, on a retenu le chiffre global de 4,8 milliards de 1967 à 1970.

Pour effectuer entre 1967 et 1970 un volume d'investissements publics de l'ordre de 125 milliards, nécessaires au maintien de la croissance économique au rythme prévu, il faudra recourir à un endettement extérieur de plus de 30 milliards de 1967 à 1970. Cela impliquera qu'une partie des nouvelles taxes soient affectées à la Caisse autonome d'Amortissement.

(1) En 1965 les recettes ayant servi à calculer l'épargne budgétaire du fait de l'évolution des ressources définitives et des dépenses d'investissement, sont supérieures du fait de versements d'exercices antérieurs dont on ne peut pas compte lorsqu'on établit les perspectives.

Equilibre financier du secteur public 1967-1970

(En milliards de francs C.F.A. 1965.)

Epargne budgétaire	76,1
Epargne des administrations autres que l'Etat	10,0
Ressources propres des entreprises publiques	7,5
Epargne locale	4,8
Aide extérieure	16,5
Emprunts et conventions à paiements différés	32,0
Total	146,9
Investissements publics (1)	124,5
— De l'Etat :	
— Financés sur le budget général	6,0
— Financés sur budget d'équipement ...	108,5
— Des entreprises publiques sur ressources propres	7,5
— Des autres administrations	2,5
Charges de la dette	22,4

Un tel choix, en ce qui concerne l'endettement, n'est d'ailleurs pas raisonnable. La Côte d'Ivoire bénéficie, en effet, d'un bon crédit extérieur. Sa balance des comptes, comme sa balance commerciale, est largement excédentaire. Le niveau actuel de la dette publique n'est pas excessif. L'on peut enfin espérer que les effets directs et indirects des grands programmes agricoles prévus ou en cours de réalisation, lui permettront de supporter d'une façon relativement aisée, au cours de la période 1971-1975, les charges de l'endettement contracté pour franchir la délicate période de transition qu'elle constitue, sans aucun doute, les quatre ou cinq prochaines années.

Mais un tel pari sur l'avenir doit être assorti, en contrepartie, d'une stricte discipline, dans le choix des dépenses de l'Etat, aussi bien en matière d'investissements qu'en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement. En face d'une insuffisance globale des moyens de financement par rapport aux besoins, seule en effet leur concentration sur les objectifs prioritaires pourra permettre à l'économie ivoirienne d'atteindre la nouvelle base de départ prévue pour la prochaine décennie.

3.3. — LES MESURES A PRENDRE

Face aux difficultés de financement qui viennent d'être mises en évidence, deux séries de mesures peuvent et doivent être prises, qui tendront l'une et l'autre, par des moyens opposés, mais complémentaires, à établir un équilibre entre les besoins et les ressources.

La première consiste à effectuer, parmi les opérations à réaliser, un tri en fonction de leur urgence et de leur productivité, de façon à savoir dans quel ordre il convient de les réaliser pour que les conséquences d'une insuffisance des ressources soient aussi limitées que possible. Urgence et productivité ne sont d'ailleurs pas les seuls critères à considérer : certaines opérations emportent avec elles leur financement et il faut en tenir compte dans le classement retenu en définitive. Il convient aussi de laisser aux responsables politiques une marge leur permettant d'ajuster leur action aux possibilités et aux circonstances. C'est pourquoi on a distingué, dans chaque secteur, en tenant compte de ces différents facteurs, deux catégories d'investissements la première tranche, ou noyau garanti, sera financée en priorité, la deuxième tranche, ou tranche optionnelle, sera financée au fur et à mesure que seront dégagées les ressources nécessaires.

— Le noyau garanti regroupe les opérations dont l'exécution peut être tenue pour vitale, au regard du développement économique, social et culturel ultérieur du pays. Il sera financé, en tout état de cause. Pour l'ensemble des années 1967 à 1970, il a été évalué à 101 milliards. Les charges de la dette (environ 22,4 milliards pour la période) ne sont pas comprises dans le noyau garanti, mais il est évident que la Côte d'Ivoire tiendra ses engagements ; les ressources nécessaires ont été réservées (Voir tableau équilibre financier du Secteur public 1967-1970).

— La tranche optionnelle comprend les investissements qu'il faudra financer à mesure que seront dégagées les ressources nécessaires. Ils concernent essentiellement l'Agriculture, l'Infrastructure économique et l'Enseignement, qui sont les secteurs essentiels pour le développement économique du pays. En effet, une fois financé le noyau garanti, toute ressource supplémentaire doit être affectée aux investissements des secteurs prioritaires. La tranche optionnelle est fixée à 15 milliards pour la période 1967-1970.

Le tableau II donne, par secteur, la répartition des investissements programmés entre noyau garanti et tranche optionnelle.

La seconde série de mesures, d'allure plus positive, est rendue nécessaire par le caractère aléatoire de certaines des ressources affectées à la couverture des besoins classés en « noyau garanti » ou en « tranche optionnelle » et surtout par la nécessité de rechercher, dès maintenant, les moyens de financement qui permettront, après 1970, d'asseoir le financement des investissements sur une base plus nationale. Mais, à cet égard, il convient de distinguer entre ce qui est entièrement du ressort des Pouvoirs Publics et ce qui dépend au moins partiellement du comportement des agents économiques nationaux ou extérieurs ; également entre ce qui peut être décidé immédiatement et sans ambiguïté, et ce qui appelle études préalables et préparation matérielle ou psychologique.

A recettes données, l'épargne budgétaire présente incontestablement le double caractère d'être du seul ressort des Pouvoirs Publics, et largement dépendante de leur politique budgétaire. C'est pourquoi, il est apparu nécessaire, de marquer clairement dans ce domaine et à l'occasion de la présente Loi, la volonté du Gouvernement de conférer à l'investissement la priorité qui lui revient. Il faut souligner ici qu'il a été possible de dégager l'épargne budgétaire retenue ci-dessus que grâce à une augmentation très légère de la fiscalité, mesure qui a paru nécessaire alors que les recettes dues aux échanges extérieurs marquent un net ralentissement. De plus, l'épargne budgétaire est étroitement fonction des dépenses de fonctionnement des Administrations, dont elle apparaît comme le solde, vis-à-vis des recettes budgétaires courantes. Dans l'optique retenue, il était donc naturel de poser la double règle selon laquelle :

— Toute augmentation des taux d'imposition et tout élargissement de l'assiette seront affectés au financement des investissements inscrits au noyau garanti ou dans la tranche optionnelle ;

— Les dépenses de fonctionnement ne pourront croître plus vite que les recettes qui leur sont actuellement affectées.

Mais d'autres mesures, dans d'autres domaines, sont à la fois nécessaires et possibles, sous la double réserve qu'elles soient convenablement étudiées et acceptées par les intéressés. Cette double réserve explique qu'elles ne figurent pas dans la présente « Loi-Plan ». Elles feront l'objet d'études ultérieures. Il est néanmoins bon de préciser, d'ores et déjà, ici, qu'il s'agira :

— D'améliorer les conditions de mobilisation de l'épargne, tant autochtone qu'expatriée, grâce à une série de réformes rendant plus attractifs les placements productifs en Côte d'Ivoire en général, et dans certains secteurs ou dans les différentes régions en particulier (emprunts nationaux ou régionaux affectés par exemple) ;

— D'exploiter davantage les possibilités offertes par le secteur financier, public ou privé, intérieur ou extérieur, ce qui peut être réalisé grâce à une gamme très étendue de moyens dont le maniement est toutefois délicat, ce qui implique une réflexion approfondie ;

— De revoir, dans le respect des engagements pris, certains aspects de la fiscalité ivoirienne, ce qui permettra soit, d'augmenter directement l'épargne budgétaire — compte tenu des effets de la double règle évoquée précédemment — soit de faciliter, moyennant contre-partie fiscale, la création et le réinvestissement en Côte d'Ivoire d'une épargne qui, sans cela, ne serait pas apparue, ou aurait trouvé d'autres emplois dans le pays ou à l'extérieur : il faut que le système fiscal devienne un des instruments du développement.

(1) Le chiffre de 116 milliards de francs C.F.A. figurant au tableau comprend tous les investissements publics sauf ceux financés sur Budget général et ceux réalisés par les administrations autres que l'Etat.

Investissements publics 1967-1970

(En millions de francs C.F.A.)

Secteurs : Sous-Secteurs :	Prévisions 1967-1970	Noyau garanti	Tranche optionnelle
I. — DÉVELOPPEMENT AGRICOLE			
Cultures	30.750	26.150	4.600
Sols et Forêts	1.650	1.350	300
Elevage	1.600	900	700
Pêche	480	280	200
Total	34.480	28.680	5.800
II. — INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE			
Routes, Ponts et Bacs	11.220	10.220	1.000
Edilité	9.080	6.580	2.500
Ports et Voies Lagunaires.	6.500	6.500	—
Aérodromes	1.700	1.700	—
Hydraulique	1.700	1.700	—
Electricité	7.200	6.200	1.000
Postes et Télécommunica- tions	3.600	3.600	—
Chemin de fer	4.450	4.450	—
Total	45.450	40.950	4.500
III. — DÉVELOPPEMENT CULTUREL			
Enseignement primaire ...	1.950	750	1.200
Enseignement secondaire ..	2.700	1.500	1.200
Enseignement technique ...	1.100	1.100	—
Enseignement supérieur ...	1.150	1.150	—
Jeunesse et Sports	650	550	100
Enseignement agricole	1.000	500	500
Total	8.550	5.550	3.000
IV. — INFRASTRUCTURE SANITAIRE			
Infrastructure sanitaire ...	5.850	4.850	1.000
V. — INFRASTRUCTURE SOCIALE			
Infrastructure sociale	670	670	—
VI. — INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE			
Services administratifs ...	7.200	7.200	—
Information	1.600	900	700
Total	8.800	8.100	700
VII. — PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT			
Participations de l'Etat ...	7.350	7.350	—
VIII. — ETUDES ET RECHERCHES			
Etudes et Recherches	4.850	4.850	—
Total général	116.000	101.000	15.000

3.4. — LES INVESTISSEMENTS PRIVES
ET LA POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION

Il ne saurait être question d'adopter, en matière d'investissements privés en général, et d'industrialisation en particulier, une programmation aussi précise et surtout aussi contraignante que dans le domaine des investissements publics. L'initiative des investissements industriels échappe en effet, dans une très large mesure, aux Pouvoirs Publics ; il ne s'agit d'ailleurs pas là d'une défaillance de la planification ivoirienne, mais de la conséquence normale d'une décentralisation fondamentale du Gouvernement en matière de développement économique : la promotion de l'industrie et du commerce doit relever essentiellement de l'initiative privée, incitée, orientée et canalisée par l'action de l'Etat. Néanmoins, il n'est pas possible de clore cet examen sans évoquer ce problème, fondamental pour le développement du pays.

3.4.1. — Etat actuel de l'industrialisation

Les Perspectives décennales ont déterminé les objectifs à atteindre par grands secteurs au cours de la période 1960-1969, et indiquent la masse d'investissements à réaliser en 1970. On retiendra globalement les chiffres suivants qui ne comprennent pas les investissements réalisés par les ménages pour leur logement. Les prévisions d'investissements privés de la période 1960-1970 sont de 188 milliards de francs C.F.A. dont 80 pour les années 1960 à 1965 et 108 pour les années restantes. Dans ce total, les investissements industriels venaient pour 66 milliards. Compte tenu de la réévaluation intervenue en 1966, qui intègre l'avance prise entre 1960 et 1965, le dernier chiffre doit désormais être porté à 83 milliards environ.

Si l'on examine la nature de ces investissements, on constate que l'effort de développement s'est exercé dans deux directions principales :

— D'une part, création d'industries fabriquant des produits de consommation courante (substitution aux importations) ;

— D'autre part, développement des industries transformant pour l'exportation ou la consommation locale les produits du sol et du sous-sol (valorisation des ressources naturelles).

Il convient, avant de déterminer les objectifs à atteindre au cours de la période couverte par la présente Loi-Plan (années 1967 à 1970), d'examiner dans quelle mesure les réalisations actuelles ont suivi le schéma établi dans les Perspectives décennales.

Le tableau ci-dessous donne une ventilation par grandes masses des investissements privés réalisés au cours de la période 1960-1965.

En milliards de francs C.F.A.

	1960-1965			Dont 1966 (réalisation)
	Prévisions	Réalisations	Ecart	
Total investissements bruts	80,0	95,0	(+ 15,0)	20
Dont :				
Industrie	18,5	24,0	(+ 5,5)	7
Bât. T.P. Services	25,5	35,5	(+ 10,0)	6
Plantations industr. ...	4,0	4,5	(+ 0,5)	1
Renouvellement (estimation)	32,0	31,0	(— 1,0)	6

Globalement, la valeur des investissements privés s'est donc élevée à un niveau sensiblement supérieur à celui prévu dans les Perspectives décennales.

En ce qui concerne l'industrie proprement dite, on constate que d'une manière générale, les investissements prévus dans les différentes branches ont été effectivement réalisés, quelques retards apparaissant toutefois dans les secteurs « Matériaux de Construction », « Textiles » et « Caoutchouc et Plastique ». Les suppléments d'investissements enregistrés proviennent davantage d'une sous-estimation initiale du coût des installations que de la réalisation d'opérations non prévues.

Le développement industriel réalisé au cours de la quinquennie 1961-1964 fait, d'autre part, nettement apparaître que les efforts ont été particulièrement poussés dans le domaine des industries productrices de biens de consommation fabriqués souvent à partir de matières premières ou de semi-produits importés, les progrès ont été beaucoup plus lents en ce qui concerne les industries valorisant les ressources naturelles locales.

On notera enfin, qu'à de rares exceptions près, les investissements industriels se sont effectués dans la zone d'Abidjan, le mouvement de diffusion des activités industrielles restant embryonnaire et strictement limité aux industries du bois et à l'exploitation minière.

Dans ces conditions, on peut estimer que, si des progrès considérables ont été réalisés au cours des dernières années sur le plan quantitatif, la structure de l'industrie ivoirienne n'a pas été sensiblement modifiée : géographiquement concentrée, elle reste à l'heure actuelle principalement orientée vers la satisfaction des besoins des produits de consommation courante.

3.4.2. — Les objectifs de la période 1967-1968-1969-1970

Les objectifs globaux d'investissements privés, pour la période 1967-1970, s'établissent à : 131 milliards.

Les réalisations de l'année 1966 pouvant être grossièrement évaluées à 123 milliards, on retiendra pour les années 1967 à 1970, le chiffre de 108 milliards, soit un rythme moyen de réalisation proche de 27 milliards par an pendant les quatre années concernées.

Cette estimation peut être considérée comme raisonnable. En effet, le rythme annuel des investissements privés depuis trois ans s'est élevé à un niveau légèrement supérieur à 20 milliards et l'importance des opérations actuellement en cours ou décidées, permet de penser que ce rythme sera accéléré au cours des prochaines années.

Les investissements industriels nouveaux représenteront une part importante de la masse globale déterminée ci-dessus. En effet, les perspectives décennales prévoyaient pour la quinquennie 1965-1969 un total de 41 milliards d'investissements industriels, dont 14 auront été réalisés pendant les années 1965 et 1966. Les investissements industriels nouveaux de la période 1967-1970 porteront sur environ 66 milliards.

A la différence de ce qui s'est passé au cours de la première quinquennie couverte par les Perspectives décennales, pendant laquelle les investissements industriels ont principalement concerné la création d'industries de substitution aux importations, les nouveaux investissements porteront en priorité sur la valorisation des ressources locales. C'est ainsi que :

- 6 milliards seront consacrés à la construction d'une usine de fabrication de kraft et de papier à partir des bois feuillus tropicaux ;
- Les investissements nouveaux dans l'industrie du bois devraient dépasser 2 milliards (scieries, usine de déroulage, fabrication de panneaux de particules) ;
- Dans le domaine des industries textiles, une usine d'impression wax, une filature-tissage-impression, des extensions notables des installations existantes, seront réalisées pour un montant de 3 milliards environ ;
- L'industrie de la conserverie (ananas), le traitement du cacao (fabrication de beurre et de poudre de cacao), la création de nouvelles industries alimentaires utilisant et valorisant les produits locaux, nécessiteront plus de 3 milliards ;
- Près de 1 milliard sera consacré au développement des industries minières.

Cette orientation nouvelle donnée aux investissements, n'est toutefois pas exclusive de la poursuite de l'effort entrepris dans le domaine des industries terminales, dont les productions contribueront à diminuer le volume des importations de biens de consommation. Mais il ne faut pas se dissimuler que le maintien et si possible l'accélération du rythme actuel de l'industrialisation posent d'importants problèmes de financement et d'initiative. Plus que jamais, il devient essentiel de définir une politique cohérente d'industrialisation et de la doter d'instruments efficaces.

3.4.3. — La politique d'industrialisation et ses moyens

Il a été déjà indiqué qu'une des conséquences essentielles de l'optique libérale dans laquelle le Gouvernement ivoirien conçoit le développement économique du pays est la prédominance de l'initiative privée en matière d'industrialisation, et par conséquent le caractère principalement privé des capitaux investis dans l'industrie.

Or, ces capitaux sont, dans leur très grande majorité, d'origine étrangère et ils le resteront nécessairement dans une large mesure pendant de nombreuses années encore, du fait de la rareté des capitaux locaux disposés à s'investir, comme on l'a déjà noté.

Cet état de fait emporte deux séries de contraintes :

— Il est, d'une part, indispensable de maintenir et de développer un climat favorable à l'investissement d'origine extérieure. A cet égard, la liberté totale des transferts doit rester un axiome intangible de la pratique économique ivoirienne. De plus, le perfectionnement de la législation sur les investissements constitue une nécessité absolue. La loi du 3 septembre 1959 a permis d'obtenir des résultats substantiels, mais il est certain que son efficacité n'est pas illimitée et que des instruments complémentaires, adaptés à de nouveaux types d'investissements, devront être forgés. Ce sera l'une des tâches des responsables de l'élaboration du futur Plan 1971-1975 ;

— D'autre part, et parallèlement aux efforts entrepris pour maintenir et développer l'afflux des capitaux extérieurs, il convient dès maintenant de mettre en œuvre — et l'on retrouve ici un problème déjà évoqué à propos des investissements publics — les moyens propres à inciter les revenus de ces capitaux à s'investir sur place et à mobiliser l'épargne ivoirienne dont l'importance potentielle est loin d'être négligeable. Ces sources locales de capitaux devraient permettre la promotion d'entreprises spécifiquement ivoiriennes qui donneraient à l'industrie son assise nationale. Ce problème particulier sera d'ailleurs repris plus largement dans l'annexe IV.

Les moyens dont l'Etat dispose pour promouvoir une industrie diversifiée dans ses activités, équilibrée sur le plan géographique et dans ses structures financières, peuvent être trouvés dans deux directions principales.

Tout d'abord l'Etat a la possibilité, déjà évoquée, de pratiquer grâce aux ressources de son budget d'investissements, une politique sélective de participations industrielles. Cette politique n'aura pas pour but la création d'un secteur industriel nationalisé, mais permettra d'associer un capital ivoirien aux apports étrangers, lorsque les promoteurs le désireront et d'atténuer ainsi l'allure « impérialiste » que revêt toujours, à tort ou à raison, l'investissement exclusivement étranger.

En outre, elle donnera à l'Etat la possibilité de prendre les initiatives nécessaires en cas de carence des investisseurs privés dans des domaines jugés essentiels pour le développement du pays.

Enfin, la prise de participations par l'Etat peut constituer un relais dans le cas où les parts qu'il acquiert seront ultérieurement rétrocédées à des Ivoiriens le jour où une épargne disponible pour l'investissement sera apparue.

L'Etat devra, d'autre part, mettre en place les moyens institutionnels qui constitueront les instruments de l'incitation au développement industriel. On ne saurait donner ici que des indications d'ordre général, mais on peut, d'ores et déjà, déterminer quelles sont les principales actions qu'il conviendra d'amorcer au cours des prochaines années et de poursuivre systématiquement avec l'exécution du Plan 1970-1975.

En premier lieu, la législation sur les investissements devra être aménagée de façon à favoriser l'implantation de nouveaux types d'industrie et la création de centres industriels régionaux.

D'autre part, il est nécessaire, il faut le répéter, de développer l'épargne locale et de favoriser sa mobilisation sur place, ainsi que celle des revenus des entreprises, en rendant attractifs leurs placements dans l'industrie : les mécanismes du Fonds national d'Investissement, des emprunts obligataires lancés par la Société nationale de Financement, l'action directe de cet établissement en matière d'investissements, les conditions de rémunération et d'utilisation des fonds déposés dans les Caisses d'Epargne, devront faire l'objet d'études attentives, en vue d'obtenir un accroissement de la masse des capitaux locaux disponibles et surtout leur utilisation plus large dans des investissements productifs.

Enfin, un dialogue permanent, dont la présente loi crée les premiers instruments, devra s'instaurer, tant au sein des commissions régionales ou sectorielles de planification, qu'à l'intérieur de tous les organismes *ad hoc* qu'il paraîtra opportun de créer, entre l'Etat, les investissements locaux, les industriels étrangers et les représentants publics ou privés des secteurs industriels des Etats africains voisins. L'Office de promotion de la petite et moyenne entreprise ivoirienne prévu par la présente Loi répond, entre autres, à cette préoccupation. Il est en effet essentiel d'avoir toujours présent à l'esprit que les conditions géographiques et politiques en Afrique rendent indispensables une coordination et une harmonisation continue des industries naissantes des Etats africains.

ANNEXE IV

Les problèmes de Formation et de Promotion.

Le développement de la Côte d'Ivoire, conditionné par les actions évoquées à l'annexe III, n'a de signification et n'aura de permanence que si l'effort qu'il nécessite est accompli avec la participation la plus étroite de la population ivoirienne.

Or, actuellement, cette participation est faible et minoritaire dans les secteurs secondaire et tertiaire qui assurent les deux tiers de la production nationale. Par ailleurs, le secteur agricole ne suscite pas toujours la naissance d'activités secondaires ou tertiaires utiles.

Les raisons en sont, que les ressources des nationaux en capital sont faibles, l'esprit d'entreprise a du mal à se manifester et l'agriculture n'a pas encore su s'intégrer dans l'activité économique moderne.

Pour remédier à cet état de fait, il est indispensable de privilégier, dès à présent, trois séries d'actions :

- Actions de formation ;
- Actions de promotion de la petite industrie ;
- Actions de promotion du monde rural.

4.1. — LES ACTIONS DE FORMATION

Pour posséder à l'avenir un inventaire permanent de la situation, il faudrait pouvoir disposer pour tous les secteurs d'activités d'un recensement exhaustif de tous les types d'assistances techniques, par nature et destination, et d'une connaissance approfondie de l'emploi et de la productivité.

Faute de tels renseignements, l'ensemble des objectifs proposés demeure, le plus souvent très général : ils devront recevoir une formulation plus concrète au cours de l'année 1967, et être traduits en opérations individuelles.

Les tâches à entreprendre sont :

- La définition des programmes de développement culturels appelés à couvrir les besoins jugés prioritaires pour le développement économique ;
- L'estimation des charges récurrentes ;
- L'étude, la programmation et le contrôle de l'exécution des investissements nécessaires ;
- La définition d'objectifs de rendement pour améliorer et corriger la situation actuelle.

4.1.1. — La situation actuelle

Au cours de la période 1960-1965, les entreprises privées ont dû faire appel à une main-d'œuvre non Africaine afin de pourvoir un nombre considérable d'emplois nouveaux, notamment de cadres moyens et supérieurs. Ces besoins n'ont pu être couverts par des Africains (Ivoiriens ou non Ivoiriens) que dans une proportion de 20 % dans les postes de direction, de 10 % dans les postes de cadres et techniciens, et de 35 % dans les postes de cadres moyens et maîtrise.

Les besoins de la Fonction publique ivoirienne, notamment en cadres A et B sont de même très loin d'avoir été satisfaits et l'état actuel des ressources prévisibles (cadres en cours de formation) est tel que le maintien de l'Assistance technique, voire son accroissement dans certains secteurs comme l'Enseignement, doit être envisagé pour 1970, et peut-être même pour 1975.

Le taux d'africanisation moyen n'a donc pas progressé à ces niveaux et l'état des ressources disponibles ou prévisibles ne permet pas d'espérer une amélioration d'ici 1970, en dépit des actions entreprises — en tête desquelles il faut citer l'Office national de Formation professionnelle.

Les déficits actuels en cadres moyens et supérieurs devant être considérés comme incompressibles d'ici 1970, la tâche essentielle au cours de la période 1967-1970 devra être la mise en place de moyens nouveaux de formation, si l'on ne veut pas se trouver devant une situation aggravée en 1975. La formation de cadres moyens et supérieurs exige en effet un bon niveau de culture générale de base, plusieurs années de formation technique et d'expérience pratique, toutes choses qui demandent du temps, surtout si l'on n'entend pas sacrifier la qualité à la quantité. Le programme de formation de cadres, si urgent et important soit-il, ne doit pas avoir, au contraire, pour conséquence de traiter comme secondaire et subsidiaire la formation d'ouvriers et d'employés qualifiés, car, l'on a déjà noté que le problème de l'emploi est d'abord quantitatif et que c'est dès lors à ce niveau qu'il faut en priorité le résoudre. Les taux actuels moyens d'ivoirisation dans ces qualifications se maintiennent depuis 1960 à 70 %, et la qualification souvent hâtivement acquise « sur le tas », à l'aide de méthodes insuffisamment élaborées et à partir d'un faible niveau de culture générale, est fréquemment insuffisante.

Or le progrès technologique et la nécessité de rendre l'économie ivoirienne de plus en plus compétitive dans le monde et plus particulièrement en Afrique, amèneront une transformation rapide de la pyramide de l'emploi, dans le sens d'une technicité et donc d'une qualification professionnelle sans cesse accrue. Le risque grave que court actuellement la Côte d'Ivoire est de voir son progrès économique freiné à partir de 1970, à la fois par l'insuffisance de qualification de sa main-d'œuvre et par le développement du chômage des jeunes non qualifiés, quoiqu'instruits, notamment en milieu urbain.

4.1.2. — L'orientation des actions éducatives

Pour éviter une aggravation de la situation en 1970, et rétablir les conditions d'une intégration de la planification des ressources humaines à la planification générale du développement économique, l'action à mener au cours de la période 1967-1970 doit s'articuler autour de trois lignes de force :

— Développement quantitatif certes, mais surtout qualitatif de l'appareil éducatif. Il est important de souligner ici que la politique de formation doit atteindre un taux de scolarisation et un rendement suffisants pour que les besoins essentiels de l'économie soient satisfaits au moindre coût ; qu'il serait imprudent de perdre de vue ces objectifs et d'amputer ainsi les moyens disponibles pour l'investissement productif qui seul permet de fournir des emplois convenables aux éléments formés ;

— Développement ajusté aux besoins, quantitatifs et qualitatifs de la formation et de la promotion professionnelle, à tous les niveaux ;

— Développement des moyens d'information, d'orientation et de sélection appelés à intervenir plus particulièrement aux moments importants de la vie des nationaux : passage d'un type d'enseignement à un autre, d'un cycle à un autre, de l'école à la vie professionnelle et reconversions au cours de celle-ci. Il faudra éventuellement aussi prendre des mesures propres à inciter les bénéficiaires d'une formation payée par la collectivité à exercer effectivement l'activité à laquelle ils ont été préparés.

4.1.2.1. — L'Enseignement général primaire

L'analyse de la situation actuelle de l'Enseignement primaire ressortit que :

— Il existe une disparité importante des taux de scolarisation entre les régions, puisque ces taux peuvent varier de 95 à 5 %, pour une moyenne générale de 40 % ;

— Le système actuellement pratiqué accélère l'exode rural ;

— Les effectifs admis au C.E.P.E. en 1966 représentent 18,5 % des effectifs présents au C.P.1, 6 ans plus tôt ;

— Les maîtres sont en nombre insuffisant, ne possèdent souvent qu'un faible niveau de qualification et n'ont pas été préparés à assumer des fonctions d'éducateurs en milieu rural ;

— La densité de l'encadrement administratif et pédagogique est sans commune mesure avec le développement actuel et attendu de la scolarisation primaire.

Dans ces conditions, les objectifs à retenir dans l'immédiat sont les suivants :

— Réaliser une homogénéisation croissante des taux de scolarisation par régions ;

— Former des maîtres qualifiés et aptes à réaliser au sein des communautés villageoises la ruralisation de l'Enseignement primaire ;

— Accroître le taux général de scolarisation en s'appuyant sur les nouvelles structures régionales instituées par la présente Loi et en réalisant cette extension en liaison étroite avec les programmes et les méthodes d'animation rurale.

Pour atteindre ces objectifs, il conviendra tout d'abord de déterminer la place que tiendront, et le rôle que joueront les commissions et sous-commissions existantes de la carte scolaire dans les nouvelles structures régionales instituées par la présente Loi. De même, la participation des instituteurs aux campagnes d'animation rurale, et, en sens inverse, la prise en compte de la scolarisation primaire dans les objectifs de cette animation, devront être une préoccupation constante des responsables. Mais, au-delà de ces dispositions, la mise en place de moyens nouveaux de formation est indispensable et il faut en particulier créer dans les départements, plusieurs centres d'animation et de formation pédagogique capables de former au moins 3.000 maîtres qualifiés de 1967 à 1970.

4.1.2.2. — *L'Enseignement général secondaire*

Nombre de bacheliers n'a pas atteint les prévisions : en 1966, candidats ivoiriens ont été reçus au lieu de 170 prévus. La situation actuelle des effectifs d'élèves et les perspectives de rendement ne permettent pas d'espérer plus de 250 bacheliers en 1969 des 440 escomptés.

Effectifs du second cycle croissent très lentement, en grande partie parce que trop peu d'élèves atteignent le niveau requis pour l'admission en classe de seconde.

Le développement des effectifs du premier cycle se heurte lui-même à de nombreuses difficultés de recrutement de professeurs ivoiriens qualifiés, qui, s'ils ne sont pas résolus, obligeront la Côte d'Ivoire à recourir davantage à l'Assistance technique, si l'on ne veut pas compromettre le niveau et la qualité de l'Enseignement à ce stade, tout en maintenant les effectifs.

Le 1^{er} octobre 1967 les effectifs de l'Enseignement secondaire peuvent être évalués comme suit :

Classes de 6^e : 10.000 élèves dont 8.300 admissions nouvelles ;

Total 1^{er} cycle : 25.000 élèves ;

Total 2^e cycle : 2.200 élèves ;

Total Enseignement secondaire : 27.200 élèves dont 8.300 internes.

Un taux de progression identique à celui prévu pour la rentrée 1967 est appliqué aux années scolaires 1968-1969 et 1969-1970, les effectifs seraient pour le 1^{er} octobre 1969 portés à :

Total 1^{er} cycle : 35.000 élèves ;

Total 2^e cycle : 3.300 élèves ;

Total Enseignement secondaire : 38.300 élèves dont 8.300 internes.

Si l'accroissement des effectifs étant réalisé, on devra s'assigner des objectifs au cours des trois prochaines années :

Atteindre des taux de succès au baccalauréat en fonction des besoins de l'économie. Ceci implique une amélioration des rendements pour réduire les déperditions et les coûts ;

Faire en sorte que 1.500 élèves du niveau requis puissent entrer en classe de seconde au 1^{er} octobre 1968 et 2.000 au 1^{er} octobre 1969, l'objectif final étant d'obtenir 800 bacheliers en 1970.

Prendre toutes les mesures propres à améliorer, dans le même temps, la qualité et le niveau des classes et des diplômés, pour permettre à l'Université un recrutement de qualité ;

Réaliser par étapes successives un plan de rendement des effectifs du 1^{er} cycle et du 2^e cycle en termes de coût financier et d'objectifs qualitatifs et quantitatifs ;

Disposer de moyens propres à accroître la quantité, tout en maintenant leur qualité, des professeurs ivoiriens du 1^{er} cycle, et à prendre progressivement la relève de l'Assistance technique.

Les moyens de cette politique peuvent être, eu égard aux possibilités, les suivants :

D'arrêter un programme d'extension des collèges qui viennent d'être construits et d'étudier la création de nouveaux établissements ; les dispositions relatives aux commissions et sous-commissions de la carte scolaire pour l'Enseignement primaire devant être appliquées à l'Enseignement secondaire ;

De transformer certains des cours complémentaires existants en établissements d'Enseignement agricole de 1^{er} cycle et d'insérer des enseignements technologiques dans les programmes des autres établissements ;

D'étudier et de réaliser progressivement l'application des mesures prévues de l'Enseignement du second degré, avec toutes les adaptations qu'exige le contexte ivoirien ;

De développer l'Ecole normale supérieure, ainsi que la construction et l'équipement des Inspections académiques.

Il faudrait aussi faire en sorte que puissent être créés des outils pédagogiques et spécifiques permettant de rattraper le retard accumulé par l'admission au second cycle.

4.1.2.3. — *L'Enseignement supérieur*

Les besoins nets de l'économie non agricole sont estimés pour la période 1967-1968-1969 et 1970 à 2.400 cadres supérieurs.

Les ressources prévisibles étant de 1.200, le déficit est également de 1.200. On ne saurait poser en termes plus simples ce difficile problème.

Dans quelle mesure est-il possible de commencer à remédier à cette carence au cours des trois prochaines années ?

Il est actuellement exclu d'exercer une influence sur les effectifs prévisibles de diplômés, les temps de formation dépassant le plus souvent trois ans ; seules peuvent et doivent être étudiées les orientations à donner à l'Enseignement supérieur pour qu'il réponde mieux, et dans un avenir proche, aux besoins économiques de la Côte d'Ivoire. Les enseignements supérieurs devront, à cet effet, être diversifiés et planifiés en tenant compte à la fois des besoins à satisfaire et de leurs coûts et rentabilités respectifs.

Pour ce faire, le Comité interministériel d'Orientation scolaire et universitaire, en liaison avec l'Office national de Formation professionnelle, étudiera et proposera des mesures et des programmes d'action propres à adapter l'Enseignement supérieur aux exigences du développement ivoirien.

4.1.2.4. — *La formation professionnelle et l'Enseignement technique*

Les besoins en personnel qualifié, non compris les besoins de l'Agriculture et de l'Enseignement, sont évalués pour la période 1967-1968-1969 et 1970 à :

— Ouvriers qualifiés	4.000
— Employés qualifiés	4.700
— Employés supérieurs	2.000
— Maîtrise	1.400

Les ressources prévisibles à ces niveaux de qualification seront de l'ordre de :

— Brevets d'Enseignement commercial et assimilés	400
— C.A.P. industriels et assimilés	700
— C.A.P. commerciaux et assimilés	1.400
— Brevets d'Enseignement industriel et assimilés	500

Des déficits importants sont donc prévisibles :

— Ouvriers qualifiés	3.300
— Employés qualifiés	3.300
— Employés supérieurs	1.600
— Maîtrise	900

Ici aussi, on ne peut qu'amorcer une action de redressement qui pourrait consister à :

— Procéder à une analyse qualitative des besoins, base indispensable d'une programmation des formations par familles d'emplois ;

— Réduire autant qu'on le pourra les déficits prévisibles en recourant aux outils actuels pour mettre en formation avant le 1^{er} janvier 1970 :

700 C.A.P. industriels supplémentaires ;

2.000 C.A.P. commerciaux supplémentaires ;

700 Brevets d'Enseignement commercial supplémentaires ;

400 Brevets d'Enseignement industriel supplémentaires ;

— Créer des outils nouveaux de formation qui permettent de faire face aux besoins quantitatifs et qualitatifs à long terme et de commencer à rattraper le retard accumulé.

Le déficit n'en restera pas moins de l'ordre de 5.300 ouvriers, employés ou agents de maîtrise.

Un Office national de Formation professionnelle est chargé d'étudier, de coordonner et d'assister l'Ensemble des actions de formation professionnelle. C'est dire qu'il répond parfaitement aux objectifs, qui viennent d'être décrits. Le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial lui a été donné pour lui assurer une plus grande souplesse et une plus grande efficacité d'intervention. Il est appelé à disposer de ressources propres constituées par le produit de la taxe d'apprentissage, de dotations du B.S.I.E. et d'aides extérieures.

La taxe d'apprentissage a été aménagée à cet effet, et son produit est géré par le Conseil d'Administration de l'Office. Le problème essentiel est donc de rendre maximum son efficacité, et d'aménager les structures d'accueil au niveau des entreprises. Il sera en particulier appelé à travailler en liaison étroite avec l'Office de Promotion technique et financière de la Petite et Moyenne Entreprise Ivoirienne, dont il est traité plus loin.

4.1.2.5. — *L'Enseignement agricole*

Les besoins de l'Agriculture, y compris les activités de la Production animale, sont estimés pour la période 1967-1968-1969 et 1970 :

— Cadres supérieurs (ingénieurs)	300
— Cadres moyens (conducteurs)	500
— Petit encadrement (conseillers)	1.600

Seuls seront satisfaits les besoins en petit encadrement laissés à la diligence des employeurs (sociétés d'Etat, Instituts, secteur privé).

On pourra, aussi trouver localement, 120 conducteurs et 60 ingénieurs.

De plus, un retard important a été pris pour toutes les formations suivantes (souvent inexistantes, ou à très petits effectifs) :

- Pêche et Elevage ;
- Coopératives ;
- Génie rural.

La formation des cadres supérieurs et des cadres moyens étant une formation longue (supérieure à 3 ans), il n'est pas possible de prévoir une réduction du déficit actuellement prévisible pour 1970.

Des instruments nouveaux de formation de cadres moyens doivent néanmoins être dès à présent créés, susceptibles d'accueillir chaque année 150 élèves dans un tronc commun du niveau de deuxième cycle, et ce, à compter du 1^{er} octobre 1969.

Il faudra rechercher les moyens d'accroître cette capacité pour répondre aux besoins nouveaux résultant du programme de ruralisation de l'Enseignement général et secondaire.

Pour remédier aux carences quasi-totales relevées plus haut, en matière de pêche et d'élevage, de coopératives et de génie rural, les actions suivantes seront engagées :

— Un programme d'éducation coopérative sera étudié et lancé avant le 1^{er} janvier 1968.

Il touchera tous les niveaux, depuis le cultivateur-coopérateur jusqu'à l'ingénieur animateur ou cadre de coopératives ;

— Les formations techniques nécessaires à la réalisation du programme de mécanisation agricole et du développement des industries agricoles et forestières, seront confiées à l'Office national de Formation professionnelle qui sera chargé d'étudier les besoins, de coordonner les actions en cours et de proposer des actions nouvelles susceptibles de les satisfaire.

Pour atteindre ces différents objectifs, la présente Loi-Plan prévoit la création de deux établissements spécialisés d'Enseignement agricole de deuxième cycle qui seront implantés à l'intérieur du pays. En second lieu, des sections de formation pédagogique agricole seront créées dans certains établissements d'Enseignement agricole, dans les centres d'animation et de formation pédagogique des maîtres de l'Enseignement primaire dont il a été fait mention précédemment, et même à l'Ecole normale supérieure. Un réseau de formation et d'éducation coopératives sera également mis en place.

De son côté, l'Office national de Formation professionnelle créera tous les outils de formation nécessaires pour répondre aux besoins techniques (non spécifiquement agricoles) des entreprises et industries agricoles et forestières.

4.1.2.6. — *Sélection et orientation*

Les actions de sélection professionnelle et d'orientation scolaire ont pratiquement été inexistantes jusqu'à présent, faute de moyens suffisants et de méthodes adaptées.

Il en résulte un taux très lourd de déperditions scolaires tout au long des différents cycles, et un pourcentage d'échecs important aux examens, notamment au baccalauréat, qui nuisent gravement à la productivité de l'Enseignement. Dans ce domaine aussi, il importe de faire immédiatement quelque chose.

Les objectifs qu'il paraît raisonnable de se fixer en fait de sélection et d'orientation, consistent à :

— Assurer le plein emploi des Ivoiriens dans des conditions optimales, et pour ce faire, à veiller d'abord à leur orientation permanente au cours de leur scolarité, notamment dans l'Enseignement secondaire ;

— Assurer la récupération au moment optimum des élèves déclarés inaptes à poursuivre un cycle d'études déterminé, mais d'un niveau suffisant pour bénéficier d'une formation professionnelle répondant aux besoins de l'économie ivoirienne ;

— Assurer dans les meilleures conditions le passage de l'école à la vie professionnelle ;

— Informer les jeunes, leurs parents et les éducateurs, sur les carrières et emplois offerts en Côte d'Ivoire ;

— Donner ainsi son assise à une politique d'attribution de bourses ajustées aux besoins ivoiriens et aux aptitudes des bacheliers, sans provoquer de blocages psychologiques.

Pour ce faire, il faudra d'abord organiser une administration centrale de l'orientation scolaire au sein du ministère de l'Education nationale et un service de sélection professionnelle à l'Office National de l'Emploi (Ministère du Travail). Ces organismes centralisés à Abidjan des antennes spécialisées, les unes pour l'orientation scolaire, et les autres dans la sélection de la Main-d'Œuvre. Dans les autres préfectures, ces antennes seront créées progressivement.

On mettra également en place un dispositif d'observation sociale continue pour les élèves de l'Enseignement du second degré, afin d'assurer une orientation indispensable d'une orientation correcte et d'une sélection intervenant en temps opportun.

Il faudra aussi développer l'utilisation de la presse, de la télévision et de l'école, pour informer la population des bacheliers suivis par l'orientation scolaire et des débouchés offerts aux bénéficiaires.

L'Office national de Formation professionnelle, en liaison avec le ministère de l'Education nationale, étudiera le développement de ces actions et en assurera le financement.

Le Comité interministériel, éclairé par ces études, sanctionnera par sa politique d'attribution des bourses les conclusions qui en ont été tirées.

En vue de la mise en œuvre des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs en matière d'Enseignement général, d'Enseignement agricole et d'Enseignement professionnel, une Loi-Cadre élaborée par le ministère de l'Education nationale, le ministère de l'Agriculture, le ministère de la Fonction publique et les ministères techniques intéressés, conjointement avec les ministères du Commerce et de l'Industrie, sera présentée au Gouvernement, avant le 31 décembre 1967.

4.1.2.7. — *La politique culturelle*

Les impératifs du développement économique et social, les incidences financières, qui en résultent, ont jusqu'ici empêché les Pouvoirs Publics de réaliser une politique culturelle spécifique.

Or, l'explosion scolaire constatée ces dernières années, les premiers résultats ont créé des besoins nouveaux d'un autre ordre, le besoin culturel.

Celui-ci apparaît comme une nécessité ou une tentation des temps modernes, à la fois support immédiat et prolongement dans le temps de tout effort véritable d'éducation intellectuelle, morale, civique et de formation professionnelle.

Il importe de satisfaire ce besoin ou de susciter cette culture par une politique rationnelle, qui permette à la fois la diffusion non seulement d'une large culture, mais aussi et surtout le recueil, la conservation des ressources du patrimoine national et son exploitation à des fins de créations artistiques modernes.

Par ailleurs, un accent doit être mis sur le développement de l'Enseignement artistique tant dans les lycées et collèges que dans les établissements spécialisés.

4.2. — LA PROMOTION DE LA PETITE ENTREPRISE IVOIRIENNE

Il apparaît clairement que la petite et la moyenne entreprise ivoirienne, industrielle ou commerciale, rassemblée dans les zones urbaines, est un instrument privilégié de passage de la production traditionnelle à l'économie moderne. Les études régionales d'Abidjan notamment, en font ressortir l'importance et montrent qu'il existe un potentiel économique qui, faute d'organisation adéquate, reste encore que peu productif au regard de ce que l'on en attend.

Dans le domaine économique, l'organisation et le développement de la petite et de la moyenne entreprise doivent permettre, d'une part, l'amélioration qualitative et quantitative de la production par des actions de productivité adaptées, la résorption d'une partie des demandes d'emploi insatisfaites, une plus large transformation sur place de produits locaux et donc une réduction des importations de produits finis.

Dans le domaine social, l'organisation collective des petites et moyennes entreprises fournira un cadre propice à de nouvelles possibilités de formation professionnelle, développement de l'entreprise et de la responsabilité collective, tout en participant à la formation des « classes moyennes » dont la Côte d'Ivoire manque encore.

Pour atteindre ces objectifs, la présente Loi crée un Office national de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise Ivoirienne, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Cet organisme recevra des subventions publiques sur recettes affectées. Outre, l'on recherchera les aides extérieures susceptibles de contribuer à sa création et à son fonctionnement. Il s'appuiera sur les initiatives professionnelles qu'il a déjà été possible de déceler qui se manifesteront dans l'avenir, et qui apporteront à son fonctionnement un concours dont les modalités seront définies ultérieurement.

Au niveau de chaque entreprise, et après un travail préliminaire inventaire par branche d'activité et d'agrément individuel provisoire, cet Office pourra notamment apporter :

- Des prestations de conseillers pour l'organisation interne de l'entreprise, au plan administratif (gestion, comptabilité, secrétariat...) comme au plan technique (implantation d'ateliers, chaînes de fabrication, stocks...);

- Des avis juridiques, notamment en matière de Droit du Travail, de Droit des sociétés et de Droit commercial;

- Une assistance commerciale en matière d'études de marchés, fournisseurs et clients;

- Des solutions adaptées aux besoins en formation et perfectionnement professionnels, en liaison avec l'Office national de Formation professionnelle;

- Une assistance technique pour la préparation de dossiers financiers.

Parmi ces interventions, on veillera tout particulièrement à ce qu'une bonne part des actions de formation soit donnée dans le cadre même de l'entreprise.

Les entreprises qui auront atteint dans un délai satisfaisant le degré requis d'organisation et de productivité fixé par branches d'activité feront l'objet d'un agrément plus durable. Les obligations et avantages de ce statut seront ultérieurement définis dans le cadre du statut des entreprises prioritaires défini par le Code des établissements privés.

L'Office national de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise travaillera parallèlement, par branche d'activité, à l'organisation collective des professions dans le cadre de groupement d'entreprises :

- Organisation du groupement d'entreprises, dans un cadre syndical, pour la solution des problèmes de la profession : conventions collectives, assurances et régimes particuliers, adhésion aux caisses de retraite, formations professionnelles spécifiques;

- Situation dans le marché national : régimes fiscaux, labels et normes de qualité, possibilité de crédits et de nantissements, accès aux marchés de l'Etat.

L'année 1967 permettra la mise en place des financements et des structures de l'Office de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise, en même temps que l'on dressera un premier inventaire, par profession, des entreprises concernées, et que l'on définira les conditions d'un agrément provisoire. Dès le début de 1968, l'Office pourra donc intervenir auprès de certaines des entreprises et commencer à établir un plan de travail pratique pour l'organisation collective des professions.

4.3. — LA PROMOTION DU MONDE RURAL

Pour que le monde rural s'intègre dans les circuits économiques modernes, il faut l'aider à susciter les activités complémentaires de l'agriculture : activités secondaires assurant une diversification des revenus et la fourniture aux agriculteurs des moyens de production nécessaires, et activités tertiaires capables de répondre aux besoins de la population rurale.

Jusqu'à présent, les efforts ont porté exclusivement sur la hausse de la production agricole. Les résultats n'en sont pas négligeables, mais sont insuffisants sur le plan du développement économique et social.

Il est donc nécessaire de donner un contenu plus large aux formes d'encadrement qui doivent permettre d'organiser :

- La production agricole, en diversifiant les cultures dans le temps et dans l'espace;

- Le secteur secondaire, afin qu'il réponde aux besoins de la nouvelle organisation agricole, par une aide à l'installation d'artisans ruraux (matériel agricole, constructions, infrastructures);

- Le secteur tertiaire, en créant des villages-centres qui seront à la fois des lieux de concentration des équipements de services et des points privilégiés d'échanges commerciaux.

A cet effet, il importe de donner aux structures d'encadrement et aux encadreurs, une polyvalence plus grande, afin que le monde rural dispose, dans les meilleurs délais, d'un véritable corps de conseillers ruraux.

Les villageois, groupés autour d'animateurs issus du milieu villageois et assistés des conseillers ruraux, participeront de plus en plus à la gestion des activités ainsi créées, particulièrement :

- L'augmentation plus rapide du revenu monétaire qui contribuera à l'élargissement du marché intérieur et, de ce fait, favorisera l'industrialisation;

- L'apparition d'une nouvelle vie sociale rurale dans les villages-centres, permettant une meilleure diffusion du progrès technique;

- Le ralentissement de l'exode rural.

Dans le cadre de la présente Loi-Plan, préalablement à une action générale de ce type, il est envisagé des actions expérimentales dont les résultats permettront de mieux orienter les efforts ultérieurs.

Ces actions expérimentales, ainsi que la recherche des voies d'une action plus systématique pour la période 1971-1975, seront mises en place et contrôlées conjointement par les ministères du Plan et de l'Agriculture. Les moyens financiers nécessaires à ces actions expérimentales devront être prévus dès l'exercice 1967.

ANNEXE V

Les problèmes d'équilibre et de programmation régionaux.

Il n'est pas contestable qu'un ensemble national ne peut conserver sa cohésion que dans la mesure où toutes ses parties, et spécialement toutes ses régions prennent leur part des vicissitudes de la vie collective, et, aussi, ont un titre égal à bénéficier des progrès enregistrés par la communauté dans les différents domaines. Est-ce actuellement le cas, en matière économique tout au moins? Une analyse sommaire suffit à montrer que non.

Dès lors, il importe de réagir. Mais, en ce domaine, les inerties sont fortes, les interdépendances complexes. Ce qu'il faut d'abord, c'est disposer d'un outil d'observation et d'action efficace, dont la mise sur pied constitue à elle seule une tâche de longue haleine : c'est celle-là qu'assigne la présente Loi-Plan aux responsables de l'avenir économique du pays.

5.1. — Les disparités régionales

Une observation même sommaire suffit pour révéler que ces disparités sont fortes, tant entre régions — Le Nord, le Centre ou le Sud — qu'à l'intérieur des régions — par exemple entre Abidjan et le « reste du Sud », défini ici comme ce qui n'est pas la capitale et les départements du Centre ou du Nord. Elles reflètent en partie les « vocations », ou si l'on veut les capacités et les incapacités des régions, mais aussi le fait qu'Abidjan constitue un pôle de développement privilégié loin duquel rien n'est facile.

Dans l'état actuel des informations, il est possible de prendre une mesure au moins approximative de ces disparités en se tenant aux quatre grands ensembles géographiques déjà retenus à l'annexe II pour l'exposé des données démographiques.

Le tableau ci-après donne, tout d'abord, le détail des populations résidentes par milieu d'habitat en 1965 et 1970, les valeurs relatives à cette dernière année ayant été estimées par extrapolation des tendances spontanées actuelles et étant effectivement peu susceptibles d'être infléchies, même par une action volontariste.

Population résidente par région et par milieu d'habitat.

(En milliers d'habitants)

ZONE	ANNEE 1965				ANNEE 1970			
	MILIEU			Total	MILIEU			Total
	Rural	Semi-Urbain	Urbain		Rural	Semi-Urbain	Urbain	
Abidjan	—	—	308	308	—	—	500	500
Région Sud	1.385	127	220	1.732	1.495	149	350	1.994
Région Centre	947	71	112	1.130	980	114	150	1.244
Région Nord	702	62	46	810	720	78	84	882
Ensemble	3.034	260	686	3.980	3.195	341	1.084	4.620

Deux remarques s'imposent. La première est que le phénomène d'urbanisation sera également sensible dans les trois régions, puisque de 1965 à 1970, les fractions de population urbanisée passeront :

- Pour le Sud de 20 à 25 % — (non compris Abidjan) ;
- Pour le Centre de 16 à 21 % ;
- Pour le Nord de 13 à 18 % ;
- et pour l'ensemble de la Nation, de 24 à 31 % — (y compris Abidjan).

Outre ce glissement important de population du milieu rural vers le milieu semi-urbain ou urbain, un autre glissement Nord-Sud aura lieu : le Nord et le Centre qui abritaient en 1965 près de 50 % de la population ivoirienne n'en conserveront plus en 1970 que 46 %.

Ces deux mouvements révèlent deux types de déséquilibre : ville-campagne et Nord-Sud.

Les grandeurs économiques régionales qui vont être examinées, sont aussi des indices de pénétration du progrès technique ; à ce titre, la formation des hommes joue un rôle fondamental. C'est pourquoi, il nous faut décrire rapidement la situation actuelle de la scolarisation.

Les taux par région sont les suivants (pour l'année 1965) :

- Région Nord 15 %
- Région Centre 40 %
- Région Sud 45 %
- Abidjan 65 %

Ces chiffres moyens masquent d'ailleurs de très fortes disparités, en particulier à l'intérieur de la région Sud. Si dans le Sud-Est, le taux atteint 77 %, il tombe à moins de 35 % dans le Sud-Ouest et se situe aux environs de 60 % dans la partie centrale de la région Sud.

L'annexe IV a souligné les difficultés rencontrées pour adapter l'Enseignement aux réalités ivoiriennes ; les conséquences de cette inadéquation pour les régions rurales sont très graves puisque la scolarisation pratiquée actuellement aboutit dans la plupart des cas à une émigration des éléments formés.

Les écarts entre les taux de scolarisation, aggravés par l'émigration des jeunes à la sortie des écoles, permettent de mieux comprendre les déséquilibres économiques.

Il n'est pas nécessaire de commenter longuement de tels écarts. Ils permettent de mieux comprendre les déséquilibres économiques.

Les données retenues pour caractériser le niveau de développement des régions sont celles déjà utilisées pour l'analyse nationale présentée à l'annexe II :

- Produit intérieur brut ;
- Revenu régional net ;
- Revenu régional net par habitant.

Toutefois, une fraction importante de la production, donc du produit et du revenu, échappe à tout circuit monétaire. C'est pour ces agrégats ont été décomposés en « partie monétaire » et « partie non monétaire ».

Les dépenses de l'Administration ont été affectées au lieu de distribution. Les agrégats relatifs à la ville d'Abidjan, capitale, siège des Pouvoirs centraux, comprennent donc les importantes sommes distribuées par l'Administration centrale.

Les chiffres pour l'année 1965 résultent principalement des études régionales effectuées de 1962 à 1964. Ceux de 1970 ont été obtenus en extrapolant les données de 1965 et en ajustant le résultat pour tenir compte des projets inscrits dans les « Perspectives décennales » et dont la réalisation peut raisonnablement être escomptée. Il s'agit essentiellement des programmes « coton », « riz », « maïs », « tabac », « palmier à huile », « cacao », « cocotier », « ananas », « banane », « élevage », « forêt », et des industries de transformation liées à ces opérations (égrenage, tissage, confection, rizeries, moulins, huile de palme, coprah et dérivés, jus de fruits...). L'écrasante majorité des projets industriels ne s'en planteront pas moins à Abidjan (conserveries, industries alimentaires, première transformation des métaux, cimenterie, engrais, chimie, montage de véhicules, imprimerie, impression, confection, chaussures, corps gras, pneus, matériel plastiques, polygraphie).

Les tableaux 11 et 21 donnent pour les années 1965 et 1970, par région, les résultats de cette analyse.

Si l'on examine le tableau « 1965 », la première constatation qui se fait dans son expression, est que le « revenu intérieur net par habitant d'Abidjan est :

T. 1. — Les agrégats régionaux 1965.

En milliards de francs C.F.A. 1965

	Nord	Centre	Sud	Abidjan	Total national
Produit intérieur brut	15,3	46,5	95,0	91,1	247,9
Produit commercialisé	4,6	33,5	74,7	90,1	202,9
Revenu intérieur net	15,1	40,5	85,8	63,0	203,9
Revenu intérieur net monétaire	4,4	27,5	65,0	62,0	158,9
DÉCOMPOSITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT					
<i>Optique production</i>					
Agriculture, Forêt, Pêche	8,9	21,4	59,9	1,1	91,3
Industrie et Artisanat	3,0	7,9	8,0	20,1	39,0
Commerce et Services	2,6	14,5	20,4	55,0	92,5
Administration	0,8	2,7	6,7	14,9	25,1
<i>Optique dépense</i>					
Consommation des ménages	13,4	37,1	71,0	38,9	160,4
Consommation des Administrations	1,1	3,4	8,9	20,8	34,2
Investissements bruts	1,2	3,5	10,0	28,9	43,6
Export — Import	— 0,4	2,5	5,1	2,5	9,7
<i>Optique revenu</i>					
Rémunération des salariés :					
— Entreprises	0,8	5,0	13,8	16,7	35,8
— Administration	0,8	2,7	6,7	14,9	25,1
Revenu de la propriété et de l'entreprise	13,4	33,2	63,6	40,8	150,5
Impôts indirects — Subventions	0,3	5,6	11,4	19,2	36,5
Revenu intérieur net par tête (francs C.F.A. 1965)	18.600	35.600	49.000	205.000	51.200
Revenu monétaire par tête (francs C.F.A. 1965)	5.400	24.300	37.500	201.000	39.900

T. 2. — Les agrégats régionaux 1970.

En milliards de francs C.F.A. 1965

	Nord	Centre	Sud	Abidjan	Total national
Produit intérieur brut	18,4	53,8	121,9	166,0	360,1
Produit commercialisé	6,9	37,1	101,1	165,0	310,1
Revenu intérieur net	18,2	46,3	104,3	127,5	296,3
Revenu intérieur net monétaire	6,7	29,6	83,5	126,5	246,3
DÉCOMPOSITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT					
<i>Optique production</i>					
Agriculture, Forêt, Pêche	10,9	24,3	74,0	1,2	110,4
Industrie et Artisanat	3,7	10,3	15,4	50,2	79,6
Commerce et Services	2,9	16,5	23,5	93,2	136,1
Administration	0,9	2,7	9,0	21,4	34,0
<i>Optique dépense</i>					
Consommation des ménages	14,1	41,7	92,9	77,2	225,9
Consommation des Administrations	1,5	4,6	11,1	30,0	47,2
Investissements bruts	1,5	4,0	15,2	48,8	69,5
Export — Import	1,3	3,5	2,7	10,0	17,5
<i>Optique revenu</i>					
Rémunération des salariés :					
— Entreprises	1,0	5,7	16,6	35,4	58,7
— Administration	0,9	2,7	9,0	21,4	34,0
Revenu de la propriété et de l'entreprise	16,5	38,9	80,1	77,1	212,6
Impôts indirects — Subventions	—	6,5	16,2	32,1	54,8
Revenu intérieur net par tête (francs C.F.A. 1965)	20.600	37.200	52.300	255.000	64.100
Revenu monétaire par tête (francs C.F.A. 1965)	7.600	23.800	41.900	253.000	53.300
Taux de croissance du Revenu intérieur net par tête 1965-1970	2,1 %	0,9 %	1,4 %	4,1 %	4,6 %

- 11 fois supérieur à celui de l'habitant du Nord ;
- 5,8 fois supérieur à celui de l'habitant du Centre ;
- 4,2 fois supérieur à celui de l'habitant du Sud.

Si on considère le seul revenu monétaire, qui permet d'apprécier plus exactement le degré d'intégration des individus dans l'économie moderne, les écarts entre régions sont encore beaucoup plus importants, respectivement 37 fois, 8,3 fois et 5,4 fois. Mais il s'agit là d'écarts moyens entre les régions, et si l'on affine l'analyse en distinguant simplement à l'intérieur des régions le milieu rural et le milieu urbain ou semi-urbain, on obtient pour le Nord et le Centre :

Revenu intérieur net par tête en 1965

(En francs C.F.A.)

REGIONS	MILIEU RURAL		MILIEU URBAIN	
	Total	Monétaire	Total	Monétaire
Nord	15.200	3.300	40.700	19.400
Centre	31.800	19.000	56.900	52.000

Ainsi entre l'habitant d'Abidjan et le villageois du Nord, l'écart apparaît considérable. En « revenu total », le rapport est de 13,5 à 1 et, en « revenu monétaire », il atteint le niveau très élevé de 60 à 1. On comprend dès lors aisément le double mouvement de population signalé précédemment des campagnes vers les villes et du Nord vers le Sud.

Quelle sera la situation en 1970 ? Le tableau 2 permet d'en juger. Certes, il n'y a stagnation ou régression économique dans aucune région. Les taux de croissance annuels du « revenu intérieur net régional par tête » varient de 0,9 à 4,2 %, ce qui signifie que l'agrégat global correspondant croît de 3,4 à 15 % par an selon les cas.

Le tableau suivant précise, pour les années 1965 et 1970, les écarts de « revenus intérieurs nets » par tête, en prenant Abidjan comme référence (rapport entre « revenu » à Abidjan et « revenu » régional).

REGIONS	1965		1970	
	Total	Monétaire	Total	Monétaire
Nord	11,0	37,0	12,4	33,3
Centre	5,8	8,3	6,8	10,6
Sud	4,2	5,4	4,9	6,0

L'écart entre la région Nord et Abidjan diminue légèrement (de 37 à 33,3) lorsque l'on considère le seul revenu monétaire par tête. Ce résultat est dû aux actions vigoureuses que le Gouvernement a lancées depuis quelques années.

La région du Centre est particulièrement préoccupante puisqu'elle s'appauvrit par rapport à Abidjan au rythme de 3 % par an.

Un autre indicateur permet de mesurer l'ampleur de ce mouvement. Si on considère en effet l'évolution du « revenu intérieur net » par tête en milieu urbain et semi-urbain dans cette région du Centre, on trouve les valeurs suivantes :

(En francs C.F.A.)

	1965	1970
Revenu intérieur net — Total	56.900	50.000
Revenu net monétaire	52.000	45.450

Le revenu par tête diminue donc, de quelque façon qu'on le décompte, ce qui signifie que l'accroissement de population en milieu urbain et semi-urbain, dans la région Centre ne s'accompagne pas d'un mouvement parallèle de création d'emplois : le chômage s'accroît.

C'est la conséquence de la forte concentration des investissements à Abidjan. Bien que la capitale s'accroisse démographiquement à un rythme très élevé, le « revenu » par tête continue à y augmenter. Mais il n'en va pas de même dans les autres villes du Centre. Il faut donc craindre que dans les années à venir, un chômage permanent ne s'installe dans ces centres. Si une politique constante de décentralisation des investissements n'est pas poursuivie, l'agglomération d'Abidjan risque de croître plus rapidement que prévu, puisque l'écart des revenus entre la capitale et les autres centres continuera à se creuser, ce qui renforcera l'attraction de la première. Une telle évolution en ferait une métropole géante, sans commune mesure et sans lien avec l'arrière pays, difficile à administrer et à gouverner. Parallèlement, les campagnes perdraient dans certaines régions plus de 50 % de leur population active, et bien entendu les éléments les plus jeunes, les plus dynamiques et donc les plus susceptibles de promouvoir le développement régional et local. Il n'est pas pensable de laisser se dérouler sans réagir un tel processus.

5.2. — Les mesures à prendre

S'il est certain qu'il faut intervenir, il est clair aussi que l'effort tendant à freiner autoritairement l'exode rural et la croissance trop rapide de la population de certaines régions, est inévitablement voué à l'échec, à moins que le nécessaire ne soit parallèlement fait pour rendre acceptable ce « maintien dans les lieux ». La voie réaliste consiste dès lors à organiser le développement des régions, à la fois par l'industrialisation des villes de l'intérieur et par l'équipement des centres semi-urbains et par la mise en œuvre d'actions de développement rural.

Cette organisation du développement doit, pour être efficace, s'inscrire dans le cadre de programmes de développement régional assortis des moyens financiers nécessaires à leur réalisation. Elle appelle évidemment la participation active des intéressés et, en l'absence de leur adhésion, les résultats — nécessairement coûteux — qui pourront être obtenus, resteront toujours précaires.

Sur un plan plus concret, il faut souligner que les actions de développement actuellement engagées à l'intérieur de chaque région souffrent d'un manque de coordination qui se manifeste de multiples façons.

Ainsi, les actions de promotion sont faites indépendamment les unes des autres et leur chevauchement place l'intéressé en face de choix auxquels il n'est pas en mesure de procéder rationnellement faute d'une connaissance suffisamment synthétique des contraintes techniques et économiques qui pèsent sur lui.

En matière de production agricole par exemple, la vulgarisation devrait être conçue comme une partie intégrante du développement rural et non uniquement comme une aide technique donnée au paysan dans le but qu'il obtienne une quantité suffisante d'un produit de qualité convenable.

Le développement rural appelle également une promotion des activités rurales non agricoles et une formation économique et sociale du paysan, laquelle ne peut lui être donnée que dans le cadre d'actions intégrées au niveau du village ou du groupe de villages considéré comme la cellule de base du développement rural.

Enfin les programmes d'investissements et d'assistance technique n'étant pas harmonisés au niveau d'une même région, sont inévitablement incompatibles entre eux dans le temps et dans l'espace.

La meilleure façon de remédier à ce défaut de coordination est d'obtenir la participation des intéressés à l'action entreprise et de mettre en place des structures institutionnelles régionales chargées de coordonner les opérations d'équipement de la région. Certes, il existera toujours des investissements d'intérêt national qui ne peuvent dépendre que des Pouvoirs centraux (grands barrages, routes nationales, etc.) mais les investissements régionaux doivent être conçus et coordonnés avec la participation des responsables locaux.

Les structures institutionnelles régionales

Les Commissions de Développement régional sont instituées. Elles ont pour but de sensibiliser les responsables régionaux à la nécessité d'intégrer les différentes actions qui, considérées isolément, apparaîtraient comme purement sectorielles et, grâce à cette prise de conscience, de provoquer le travail en commun des différents services ou sociétés intéressés au développement d'une même région.

Participant à la définition de la politique de développement de la région, les Commissions de Développement régional faciliteront la coordination des actions menées par les directions départementales, les ministères techniques, les sociétés d'économie mixte et les sociétés spécialisées existantes ou à créer.

Une Commission de Développement régional est mise en place dans chaque département. Toutefois, la région d'Abidjan et celle du Sud-Ouest, qui constituent les exceptions dans le développement du sous-développement du pays, échappent à la compétence de la Commission de Développement régional (C.D.R.) du département dans lequel elles s'inscrivent. Ces deux régions relèvent respectivement de la Commission pour le Développement de la Région d'Abidjan créée par le décret n° 66-159 du 26 avril 1966 et de la Commission pour le Développement du Sud-Ouest instituée par la présente Loi.

La mise en place d'institutions aussi novatrices ne peut s'effectuer sans précautions. Aussi, s'il est prévu d'installer le plus rapidement possible les C.D.R. des départements du Centre et du Nord, il est précisé que la Commission pour le Développement du Sud-Ouest, les commissions des autres départements n'entreront en activité qu'à partir de 1968 et 1970 au vu des résultats des premières expériences.

Le secrétariat permanent des commissions sera assuré par un délégué régional du Plan. La composition des Commissions de Développement sera fixée de façon à associer les responsables régionaux de l'Administration, les autorités politiques et les représentants des organismes professionnels, aux travaux définis ci-dessus.

Les Commissions fonctionnant dans le cadre du département sont présidées par le Préfet. Celles qui sont particulières aux régions d'Abidjan et du Sud-Ouest seront présidées par une personnalité désignée par le Président de la République.

DECRET n° 67-303 du 10 juillet 1967, portant application de la Loi-Plan de Développement économique, social et culturel, pour les années 1967-1968-1969 et 1970.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

sur le rapport du ministre délégué au Plan,

vu l'article 15 de la Constitution ;

vu la loi n° 67-302 du 10 juillet 1967, portant Loi-Plan de Développement économique, social et culturel pour les années 1967, 1968, 1969 et 1970 ;

le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le ministre délégué au Plan devra soumettre au Conseil des ministres, avant le 31 août 1967, la Loi-Programme définissant la programmation pluriannuelle des investissements publics prévus par la Loi n° 67-302 du 10 juillet 1967.

Art. 2. — En vue de la mise en œuvre des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs retenus dans la Loi-Plan n° 67-302 du 10 juillet 1967, une Loi-Cadre concernant l'Enseignement général, l'Enseignement agricole et l'Enseignement professionnel sera élaborée par le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Fonction publique et les ministères techniques intéressés, conjointement avec le ministre du Plan, et présentée au Conseil des ministres avant le 31 décembre 1967.

Art. 3. — En vue de définir les méthodes permettant d'accélérer la promotion du monde rural, des actions expérimentales conformes aux objectifs définis dans le quadriennal 1967-1970 seront menées à partir de 1967. Ces actions seront préparées et contrôlées conjointement par les ministères de l'Agriculture et du Plan.

Art. 4. — Le ministre délégué au Plan établira un projet de Plan quinquennal 1971-1975 qui sera soumis au Conseil des ministres.

A cet effet, le ministre délégué au Plan soumettra au Conseil des ministres, avant le 30 juin 1968, les principaux objectifs et moyens de développement économique, social et culturel permettant au Gouvernement d'arrêter les orientations fondamentales qui serviront de base pour l'établissement du Plan quinquennal.

Pour contribuer à l'élaboration de ce plan, il est en outre institué six commissions de Planification spécialisées :

- 1° Une commission de la Production agricole ;
- 2° Une commission de l'Industrialisation ;
- 3° Une commission de l'Infrastructure économique ;
- 4° Une commission de Développement social et culturel ;
- 5° Une commission de Régionalisation ;
- 6° Une commission du Financement et de l'Équilibre.

Les attributions, l'organisation et la composition des dites commissions sont précisées par décrets.

Art. 5. — Le ministre délégué au Plan établira, dans le cadre de la préparation du Plan quinquennal 1971-1975, un ensemble de programmes de développement régional couvrant la totalité du Territoire national, à raison d'un programme par département, le Sud-Ouest et la Région d'Abidjan faisant, en outre, chacun l'objet d'un programme spécial.

Il est créé dans chaque département une commission régionale de Développement présidée par le Préfet et dont les membres sont nommés par décret. Ces commissions ont pour tâche de participer à l'élaboration des programmes de développement régional et d'harmoniser les actions qu'ils impliquent.

La Commission interministérielle pour la Région d'Abidjan, instituée par le décret n° 66-159 du 25 avril 1966, est investie des prérogatives d'une Commission régionale de Développement, celle du département du Sud étant dessaisie des problèmes correspondants.

Pour la région du Sud-Ouest, il est créé une commission spéciale qui a pour mission l'étude et la coordination d'un programme de mise en valeur systématique de la région, les autres Commissions régionales de Développement étant dessaisies des problèmes correspondants.

Dans chaque département, un délégué régional du Plan est à la disposition du Préfet pour tout ce qui concerne l'étude et la coordination des actions de développement. Il assure le secrétariat de la Commission régionale de Développement. Des échelons analogues sont mis en place auprès de la Commission interministérielle pour la Région d'Abidjan et de la commission spéciale du Sud-Ouest.

Art. 6. — Il est institué une commission de Surveillance de l'exécution du Plan, composée de personnalités nommées par décret.

Cette commission fait, au moins une fois par an, un rapport au Président de la République sur l'exécution du Plan, et propose les mesures qui lui paraissent nécessaires pour ajuster les actions aux objectifs.

Art. 7. — Le ministre délégué au Plan et les ministres intéressés sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait le 10 juillet 1967.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.